

États financiers

Tableau 5-3 Bilan (au 31 mars 2007)

(Unité : JPY)

Actifs		Passif	
Élément	Montant	Élément	Montant
I Actifs circulants	44 921 312 999	I Passifs à court terme	23 474 026 140
Disponibilités et dépôts bancaires	41 292 092 488	Versements à recevoir	22 143 307 279
Inventaires	678 708 337	Charges à payer	803 840 786
Biens stockés	670 302 061	Passifs sur bail	268 862 547
Cheptel	8 406 276	Dépôts reçus	254 084 051
Paiements anticipés	1 268 479 999	Produit comptabilisé d'avance	19 500
Charges payées d'avance	145 660 118	Rentrées en attente	3 911 977
Produits à recevoir	83 690 099		
Recettes comptabilisées	120 987 883	II Passifs à long terme	2 103 415 236
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	1 215 727 670	Passifs sur propriété	1 874 844 286
Provision pour créances irrécouvrables	-7 204 968	Dons sur gestion de propriété	1 802 985 295
Prêts à court terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	98 816 813	Dons pour accès à la propriété, etc.	71 858 991
Provision pour créances irrécouvrables	-10 978 548	Passifs sur bail à long terme	228 555 950
Versements à court terme sur le capital de la vente de concessions	558 871	Produit comptabilisé d'avance à long terme	15 000
Provision pour créances irrécouvrables	-33 253		
Paiements en attente	30 374 836	Total du passif	25 577 441 376
Avances payées	4 432 654		
II Immobilisations	67 726 682 295		
1 Immobilisations corporelles	58 786 115 941	Capital	
Bâtiments	43 000 915 204	Élément	Montant
Amortissements cumulés	-6 694 367 841	I Capital	88 508 041 131
Pertes pour dépréciation cumulées	-579 051 861	Investissement public	88 508 041 131
Structures	1 475 109 919		
Amortissements cumulés	-484 550 733	II Excédent de capital	-9 050 279 007
Pertes pour dépréciation cumulées	-461 505	Excédent de capital	-100 464 109
Machines et équipements	254 349 998	Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses	-8 365 403 932
Amortissements cumulés	-160 257 999	Pertes pour dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses	-584 410 966
Véhicules et autres dispositifs de transport	1 307 876 583		
Amortissements cumulés	-617 764 680	III Bénéfices non répartis	7 612 791 794
Outils, instruments et accessoires	2 638 261 626	Fonds de réserve	1 819 720 740
Amortissements cumulés	-1 248 238 372	Bénéfice non affecté pour l'année en cours	5 793 071 054
Terrains	19 822 499 867	(Bénéfice total pour l'année en cours)	(5 793 071 054)
Constructions en cours	71 795 735		
2 Immobilisations incorporelles	15 580 318	Capital total	87 070 553 918
Marques déposées	3 942 441		
Autres	11 637 877	Total du passif et capital	112 647 995 294
Droits d'abonnement téléphonique	7 291 850		
Droit de recourir aux centrales et autres installations d'approvisionnement en énergie	4 346 027		
3 Investissements et autres actifs	8 924 986 036		
Investissements dans des titres	39 097		
Investissements dans des sociétés affiliées	43 445 102		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement du développement	5 614 824 779		
Provision pour créances irrécouvrables	-59 027 815		
Prêts à long terme pour le programme d'investissement et de financement de l'émigration	4 601 577 783		
Provision pour créances irrécouvrables	-2 640 247 308		
Versements à long terme sur le capital de la vente de concessions	98 643 727		
Provision pour créances irrécouvrables	-98 364 814		
Paiements anticipés à long terme	22 193 348		
Garantie versée	1 341 902 137		
Total des actifs	112 647 995 294		
Total	112 647 995 294	Total	112 647 995 294

Tableau 5-4 Compte de résultats (1^{er} avril 2006 – 31 mars 2007)

(Unité : JPY)

Charges et pertes		Recettes	
Élément	Montant	Élément	Montant
Dépenses ordinaires	162 212 119 770	Recettes ordinaires	168 103 309 989
Dépenses d'exploitation	152 110 449 651	Recettes des subventions de gestion	161 853 657 684
Dépenses pour la formulation des programmes	4 867 945 569	Recettes des programmes contractés	2 591 133 342
Dépenses pour les projets de coopération technique	84 297 866 175	Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	173 140 784
Dépenses pour les projets de coopération financière non remboursable	4 400 446 604	Recettes des opérations d'établissement	5 080 461
Dépenses pour la coopération participative du public	25 593 830 863	Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	80 052 794
Dépenses pour le programme d'émigration	527 111 387	Recettes de l'exploitation d'installations	1 988 278 212
Dépenses pour les activités de secours d'urgence en cas de catastrophe	556 799 724	Recettes des donations	1 718 490
Dépenses pour le recrutement et la formation du personnel d'aide	3 107 723 888	Transfert de provision pour créances irrécouvrables	202 057 580
Dépenses pour l'évaluation de projets et de programmes	713 557 996	Transfert de passif pour dons de gestion de propriété	357 083 733
Dépenses pour le soutien aux opérations	8 670 655 374	Transfert de passif pour dons d'accès à la propriété	22 952 330
Dépenses pour les antennes de la JICA au Japon	4 080 819 562	Produits financiers	
Dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger	9 716 747 759	Intérêts créditeurs	109 531 989
Dépenses d'exploitation des installations	2 527 180 881	Bénéfices divers	718 622 590
Dépenses pour les programmes prévus	2 590 741 043		
Dotations aux amortissements	459 022 826	Bénéfices extraordinaires	714 238
Frais généraux	9 943 283 178	Bénéfices sur les ventes et les immobilisations	714 238
Frais financiers	38 332 678		
Intérêts débiteurs	15 650 423		
Pertes sur des opérations de change	22 682 255		
Pertes diverses	120 054 263		
Pertes extraordinaires	98 833 403		
Pertes sur les sorties d'immobilisations	87 540 582		
Pertes sur les cessions d'immobilisations	11 292 821		
Résultat net	5 793 071 054		
Total	168 104 024 227	Total	168 104 024 227

Tableau 5-5 État des flux de trésorerie (1^{er} avril 2006 – 31 mars 2007)

(Unité : JPY)

I Flux de trésorerie des activités d'exploitation	
Paiement des dépenses d'exploitation	-140 639 376 199
Paiement des dépenses de soutien à l'exploitation	-2 004 184 737
Paiement des dépenses pour les programmes contractés	-2 952 736 169
Paiement des frais de personnel	-16 031 700 255
Paiement d'autres opérations	-170 128 763
Recettes des subventions de gestion	157 515 689 000
Recettes des programmes contractés	2 897 224 271
Intérêts de prêts	250 497 336
Produit des opérations d'établissement	14 071 799
Intérêts créditeurs	5 087 398
Remboursement du capital	8 984 401
Recettes de l'exploitation d'installations	2 470 655 535
Recettes des donations	718 490
Autres recettes	741 050 990
Sous total	2 091 781 298
Intérêts perçus	80 030 591
Intérêts versés	-15 650 423
Flux de trésorerie des activités d'exploitation	2 156 161 466
II Flux de trésorerie des activités d'investissement	
Paiements pour l'acquisition des immobilisations	-1 204 635 944
Produits des ventes d'immobilisations	24 739 308
Paiements pour l'attribution de prêts	0
Produit des cours de prêts à long terme	1 941 712 520
Paiement pour les dépôts à terme	-2 800 000 000
Paiement pour les certificats de dépôt négociables	-1 500 000 000
Recettes intermédiaires tirées de la distribution des biens résiduels résultant de la liquidation de sociétés affiliées	35 000 000
Flux de trésorerie des activités d'investissement	-3 503 184 116
III Flux de trésorerie des activités de financement	
Remboursement des dettes de location	-252 162 389
Flux de trésorerie des activités de financement	-252 162 389
IV Effet des variations des cours de change sur les fonds	-70 232 248
V Diminution nette des fonds	-1 669 417 287
VI Fonds au début de l'année	6 861 509 775
VII Fonds à la fin de l'année	5 192 092 488

Tableau 5-6 Calendrier concernant l'affectation des bénéfices

(Unité : JPY)

I Bénéfices non affectés pour l'année en cours		5 793 071 054	5 793 071 054
Recettes totales pour l'année en cours		5 793 071 054	
II Affectation des recettes			
Fonds de réserve		5 793 071 054	5 793 071 054

Tableau 5-7 État des coûts de fonctionnement des services administratifs (1^{er} avril 2006 - 31 mars 2007)

(Unité : JPY)

I Dépenses d'entreprise			166 440 822 693
(1) Dépenses au compte de résultats			
Dépenses d'exploitation	152 110 449 651		
Frais généraux	9 943 283 178		
Frais financiers	38 332 678		
Pertes diverses	120 054 263		
Pertes sur désaffectation d'immobilisations	87 540 582		
Pertes sur la vente d'immobilisations	11 292 821	162 310 953 173	
(2) (Déduction) Recettes propres			
Recettes des programmes contractés	-2 591 133 342		
Recettes du programme d'investissement et de financement pour le développement	-173 140 784		
Recettes des opérations d'établissement	-5 080 461		
Recettes du programme d'investissement et de financement pour l'émigration	-80 052 794		
Recettes de l'exploitation des installations	-1 988 278 212		
Recettes de donations	-1 718 490		
Transfert de provision pour créances irrécouvrables	-202 057 580		
Produits financiers	-109 531 989		
Bénéfices divers	-718 622 590		
Bénéfices sur la vente d'immobilisations	-714 238	-5 870 330 480	
II Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses			2 107 140 291
Amortissement cumulé non inclus dans les dépenses		2 095 149 834	
Pertes sur le remboursement d'immobilisations corporelles non inclus dans les dépenses		11 990 457	
III Pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses			684 410 966
IV Accroissement estimatif des prestations de retraite non inclus dans la provision			-2 609 493 616
V Coût d'opportunité			
Investissements publics et autres coûts d'opportunité			1 332 638 536
VI Coûts de fonctionnement des services administratifs			157 865 316 870

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

États financiers

Principales règles et méthodes comptables

1. Règles de présentation des subventions de gestion
La méthode appliquée est celle de la norme de constatation des produits fondée sur les charges à payer.

2. Méthodes d'amortissement

1) Immobilisations corporelles

Méthode de l'amortissement constant.

Les durées de vie des principaux actifs sont les suivantes :

Bâtiments : 2 - 50 ans

Ouvrages d'infrastructure : 1 - 39 ans

Machines et équipements : 1 - 20 ans

Véhicules et autres moyens de transport : 1 - 6 ans

Outils, instruments et petit matériel : 1 - 18 ans

Les coûts prévisionnels des amortissements d'actifs amortissables (règle comptable pour les institutions administratives indépendantes n° 86) sont directement déduits de l'excédent de capital et reportés dans le montant cumulé des amortissements non inclus dans les dépenses.

2) Immobilisations incorporelles

Méthode de l'amortissement constant.

3. Règle pour l'affectation des dotations et comparaison avec les prestations de retraite

La JICA a adopté un régime de retraite à prestations déterminées, combiné à une prime forfaitaire de départ et un fonds de pension pour les salariés. Elle cotise au fonds de pension d'entreprise pour les sociétés spéciales travaillant dans les échanges internationaux et l'industrie.

La dotation pour les retraites ne couvre pas les primes forfaitaires de départ, la source de financement étant assurée par des subventions de dépenses de fonctionnement. La dotation pour les retraites ne couvre pas les prestations du Fonds de pension de salarié, la source de financement des cotisations d'assurance du Fonds de pension et celle de la provision pour pertes du fonds étant garanties par les subventions pour dépenses d'exploitation. Comme indiqué dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs (tableau 5-7), l'accroissement prévisionnel des prestations de pension de retraite non incluses dans la dotation est comptabilisé comme une provision, sur l'exercice courant, pour la prime forfaitaire de départ (calculée suivant la règle comptable n° 38).

4. Base et règle pour l'affectation des provisions, etc.

Provision pour créances irrécouvrables

Pour couvrir les pertes des prêts, la JICA inscrit l'arriéré prévisionnel, en prenant en compte le taux réel de perte pour les prêts ordinaires et les possibilités de recouvrement spécifiques des prêts douteux, etc.

5. Règles et méthodes pour l'évaluation des valeurs mobilières

1) Investissement dans les sociétés liées

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

2) Autres valeurs mobilières (non négociables)

Le calcul est basé sur la méthode du coût moyen.

6. Règles et méthodes pour l'évaluation des stocks
Biens stockés

Méthode PEPS (premier entré, premier sorti).

7. Règles de conversion des actifs et des dettes en devises en yens

Les créances et dettes liquides en devises sont converties

en yens suivant le cours au comptant à la fin de l'exercice.

Les différences de change sont comptabilisées comme des gains ou des pertes.

8. Règles pour le calcul des coûts d'opportunité dans l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs

Taux d'intérêt utilisé pour calculer les coûts d'opportunité concernant les investissements des administrations centrale et locales, etc. :

1,650 % en référence au rendement du taux fixe JGB* à 10 ans, au 31 mars 2007.

9. Comptabilisation des opérations de location acquisition

Pour les opérations de location acquisition dont les frais s'élèvent à 3 millions JPY et plus, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations courantes.

Pour les opérations de location acquisition dont les frais sont inférieurs à 3 millions JPY, la pratique comptable utilisée est la même que pour les opérations de location ordinaires.

10. Comptabilisation des taxes à la consommation

Les taxes à la consommation sont incluses dans les montants sur les états financiers.

11. Modification des procédures comptables

Les normes comptables des institutions administratives indépendantes relatives aux pertes pour dépréciation sur les immobilisations « Révision des normes comptables des institutions administratives indépendantes relatives aux pertes pour dépréciation sur les immobilisations » (groupe d'étude des normes comptables des institutions administratives indépendantes, comité des systèmes financiers, comité sectoriel des systèmes financiers, système juridique/groupe d'experts de la comptabilité publique, sous-comité comptabilité des entreprises de droit public, 29 juin 2005), et les « Q&R » concernant « Les normes comptables des institutions administratives indépendantes relatives aux pertes pour dépréciation sur les immobilisations » et « Les notes d'orientation concernant les normes comptables des institutions administratives indépendantes relatives aux pertes pour dépréciation sur les immobilisations » (Bureau de gestion administrative du ministère des Affaires internes et des communications, Bureau du budget du ministère des Finances et Institut japonais des experts-comptables, révision finale en août 2005) ont été adoptées à dater de l'exercice en cours. L'excédent de capital a par conséquent baissé, atteignant 584 410 966 JPY. Cela ne devrait toutefois pas influencer sur les résultats.

* JGB : Japan Government Bond (obligations du gouvernement japonais)

Remarques

Remarques sur le bilan

1. Prestations de pension prévisionnelles à assurer par la subvention pour dépenses d'exploitation

25 847 919 306 JPY

(1) Répartition des coûts des prestations des pensions de retraite

	Exercice 2006
1) Obligations découlant du régime des retraites	-38 795 681 499
2) Actif de régime de retraite	12 947 762 193
3) Charges de retraites échues 1) + 2)	-25 847 919 306
4) Différence au changement de règles comptables	0
5) Différences actuarielles non constatées	0
6) Obligations pour services passés non constatées (diminution des dettes)	0
7) Montant net reporté au bilan 3) + 4) + 5) + 6)	-25 847 919 306
8) Charges de retraite payées d'avance	0
9) Dotation pour les retraites 7) - 8)	-25 847 919 306

(2) Répartition des dépenses pour les pensions de retraite

	Exercice 2006
1) Coût des prestations	926 459 000
2) Charges d'intérêt	501 994 000
3) Rendement prévu des actifs du régime de retraite	0
4) Amortissement des obligations pour services passés	0
5) Amortissement des différences actuarielles	-1 709 255 689
6) Autres (primes réunies pour le fonds de pension des salariés)	-326 484 231

(3) Base de calcul des obligations découlant du régime des retraites, etc.

	Exercice 2006
1) Taux d'escompte pension de retraite	2,0%
2) Méthode d'affectation périodique pour les prestations de départ à la retraite	méthode forfaitaire de pension
3) Période d'amortissement des obligations pour services passés	1
4) Autres (période d'amortissement des différences actuarielles, taux de rendement réel, etc.)	1

2. Pertes pour dépréciation sur immobilisations

(1) Immobilisations dépréciées

A. Description succincte de l'utilisation, du type, de l'emplacement et de la valeur comptable des immobilisations dépréciées

Des pertes par dépréciation ont été constatées pour les éléments d'actif suivants.

Élément d'actif	Utilisation	Emplacement	Type	Valeur comptable
Ancien Centre international de Hachioji	Hébergement pour participants à une formation	Hachioji City, Tokyo	Terrains	522 376 000
			Bâtiments	579 051 861
			Structures	461 505
Droits d'abonnement téléphonique	Droits d'abonnement téléphonique	Shibuya-ku, Tokyo	Droits d'abonnement téléphonique	12 189 450

B. Cadre général relatif à l'identification des pertes par dépréciation

Au vu des résultats de l'enquête sur l'aide dans toutes les antennes de la JICA au Japon, il a été décidé au cours de l'exercice 2004 de mettre fin aux activités du Centre international de Hachioji et il a été fermé en mars 2007. La valeur comptable a alors été réduite à la valeur recouvrable et le montant ainsi réduit enregistré dans la rubrique « pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses » et présenté comme un montant venant en déduction de l'excédent de capital.

La valeur marchande des droits d'abonnement téléphonique a considérablement diminué et ne devrait pas remonter. La valeur comptable a donc été réduite à la valeur recouvrable et le montant ainsi réduit enregistré dans la rubrique « pertes sur dépréciation cumulées non incluses dans les dépenses » et présenté comme un montant venant en déduction de l'excédent de capital.

C. Caractéristiques des principaux éléments d'actif dépréciés non enregistrés dans le compte de résultats et description succincte de la méthode de calcul de la valeur recouvrable.

Élément d'actif	Type	Montant des pertes pour dépréciation	Méthode de calcul de la valeur recouvrable
Ancien Centre international de Hachioji	Bâtiments	579 051 861	*1
	Structures	461 505	*1
Droits d'abonnement téléphonique	Droits d'abonnement téléphonique	4 897 600	*2

*1 La valeur recouvrable est donnée par la valeur de vente nette, elle-même calculée à partir des valeurs estimées du bien immobilier.

*2 La valeur recouvrable des droits d'abonnement téléphonique des installations suspendues est donnée par la valeur de vente nette. Celle-ci est calculée à partir des valeurs estimatives des droits de succession. La valeur recouvrable des droits d'abonnement téléphonique des installations en exploitation est donnée par la valeur d'usage ou son équivalent, qui sont calculés à partir des prix officiels fixés par NTT.

(2) Immobilisations laissant apparaître des pertes pour dépréciation

A. Description succincte de l'utilisation, du type, de l'emplacement et de la valeur comptable des immobilisations qu'il a été décidé de liquider.

Des pertes de valeur sont apparues pour l'élément d'actif suivant.

Élément d'actif	Utilisation	Emplacement	Type	Valeur comptable
Centre international du Chubu	Centre d'hébergement pour participants à une formation	Nagoya City, Préfecture d'Aichi	Terrains	452 715 000
			Bâtiments	136 146 419
			Structures	1 921 664

B. Date de cessation d'activité

Exercice 2008 (programmée)

C. Contexte et raisons de la cessation d'activité

Après avoir voté (dans le plan à moyen terme, sur la période des objectifs à moyen terme, partant de l'exercice 2003) sa reconstruction, il a été décidé de mettre fin aux activités du Centre international du Chubu et de le transformer en centre pour la formation et les projets de coopération participative dans la région du Chubu.

D. Valeur comptable, valeur recouvrable et valeur des pertes pour dépréciation sur la période programmée pour la cessation d'activité

Élément d'actif	Type	Valeur comptable à la date de liquidation	Valeur recouvrable (estimée) *	Perte pour dépréciation (estimée)
Centre international du Chubu	Terrains	452 715 000	452 715 000	0
	Bâtiments	119 117 923	119 117 923	0
	Structures	1 519 055	1 519 055	0

*La valeur recouvrable est estimée à partir de la valeur comptable à la date de liquidation.

Remarques sur l'état du flux de trésorerie

Les fonds figurant dans les états du flux de trésorerie sont les espèces, les comptes de dépôt et les comptes chèques.

(1) Relation entre le solde des fonds en début d'année et les montants des comptes de bilan

(Unité : JPY)	
(au 31 mars 2007)	
Disponibilités et dépôts	41 292 092 488
Dépôts à terme	-34 600 000 000
Certificat de dépôt négociable	- 1 500 000 000
Solde des fonds en début d'année	5 192 092 488

(2) Description des principaux mouvements hors fonds (Unité : JPY)

Actifs obtenus en location acquisition	
Véhicules et autres moyens de transport	10 312 109
Outils, instruments et accessoires	96 815 238
Total	107 127 347

Remarques sur l'état des coûts de fonctionnement des services administratifs

Salariés prêtés par des administrations, comptabilisés comme des coûts d'opportunité

Sur l'accroissement prévisionnel des primes de départ non incluses dans la provision, 35 470 269 JPY ont été comptabilisés comme une augmentation, sur l'exercice courant, de la dotation pour le départ à la retraite et le licenciement de 37 salariés prêtés.

Pertes et profits selon la méthode de mise en équivalence, etc.

N'ayant pas de filiales, la JICA ne prépare pas d'états financiers consolidés. Le 20 octobre 2005, la JADECO (Japan-Brasil Agricultural Development Corporation), qui est l'unique société liée à la JICA, a décidé de sa dissolution et la liquidation devrait intervenir à la fin de l'exercice en cours. Étant donné que la JADECO n'a plus d'activités commerciales régulières, les pertes et profits la concernant et découlant de la méthode de mise en équivalence ne sont pas comptabilisés. La situation financière de la société à la date précédente la plus proche (au 31 mars 2007) est la suivante :

(Unité : JPY)	
Actif net	105 748 857
Participation de la JICA	52 874 429
Valeur attribuée aux investissements dans les stocks de la JADECO	43 445 102

Charge de la dette importante

Sans objet

Faits importants postérieurs au bilan

Sans objet.

Bureau de représentation de la JICA

Asie

Bangladesh
JICA Bangladesh Office
 UDAY Tower (7th floor), Plot No.57 & 57A, Gulshan Avenue (South), Circle-1, Dhaka-1212, Bangladesh (Banani P.O. Box No. 9030, Dhaka-1213, Bangladesh)
 Tél : + (880-2)-9891897

Cambodge
JICA Cambodia Office
 House No. +448AEO, Monivong Blvd, Sangkat Tonle Bassac, Khan Chamkarum, Phnom Penh, Cambodia (P.O. Box 613, Phnom Penh, Cambodia)
 Tél : + (855-23)-211673

Chine
JICA China Office
 Room No. 1111, Beijing Fortune Building, 5 Dong San Huan Bei-Lu, Chao Yang District, Beijing 100004, People's Republic of China
 Tél : + (86-10)-6590-9250

Inde
JICA India Office
 3A, 3rd Floor, Lotus Towers Community Centre, New Friends Colony, New Delhi-110065, India
 Tél : + (91-11)-4167-2580

Indonésie
JICA Indonesia Office
 Plaza B II Tower II 27th Floor, Jl. M.H. Thamrin 51, Jakarta Pusat 10350, Indonesia
 Tél : + (62-21)-390-7533

Kirghizistan
JICA Kyrgyz Republic Office
 3rd Floor, Demir Kyrgyz International Bank Building, 245, Chui Av., Bishkek, 720001, Kyrgyz Republic
 Tél : + (996-312)-000270

Laos
JICA Laos Office
 Sihan Commerce Center Building 3rd Floor, Building No. 006, Luangprabang Rd. Ban Sihan, Chanthabouly District, Vientiane City, Lao P.D.R. (P.O. Box 3933, Vientiane, Lao P.D.R.)
 Tél : + (856-21)-241100

Malaisie
JICA Malaysia Office
 Suite 29.03, Level 29, Menara Citibank, 165, Jalan Ampang, 50450 Kuala Lumpur, Malaysia (+ (60-3)-2166890)

Mongolie
JICA Mongolia Office
 7F, Bodi Tower, Sukhbaatar Square 3, Ulaanbaatar, Mongolia (Central P.O. Box 682, Ulaanbaatar 13, Mongolia)
 Tél : + (976-11)-325939

Myanmar
JICA Myanmar Office
 # 701, 7th Floor, Sakura Tower, 339, Bogyoke Aung San Road, Kyauktada Township, Yangon, Myanmar (Adresse postale : c/o Technical Cooperation Section, Embassy of Japan, No. 100, Natank Road, Yangon, Myanmar, P.O. Box 841)
 Tél : + (95-1)-255473

Népal
JICA Nepal Office
 Block B, Karmachari Sanchaya Kosh Building Haraharbhavan, Lalitpur, Nepal (P.O. Box 450, Kathmandu, Nepal)
 Tél : + (977-1)-5552711

Ouzbékistan
JICA Uzbekistan Office
 5th Floor, International Business Center, 107-B, Amir Temov Str., Tashkent 700084, Uzbekistan
 Tél : + (998-71)-120-7966

Pakistan
JICA Pakistan Office
 Consats Bldg, 3rd Floor, Shahrah-e-Jamhuriat, G-5/2, Islamabad, Pakistan (P.O. Box 1772, Islamabad, Pakistan)
 Tél : + (92-51)-2829473

Philippines
JICA Philippines Office
 40th Floor, Yuchengco Tower RCBC Plaza, Ayala Av., Makati City, Philippines (P.O. Box 1026, Makati Central Post Office, Philippines)
 Tél : + (63-2)-889-7119

Sri Lanka
JICA Sri Lanka Office
 Green Lanka Tower, 5th Floor, 46/46, Nawam Mawatha, Colombo-2, Sri Lanka (P.O. Box No. 2068, Colombo, Sri Lanka)
 Tél : + (94-11)-2303700

Thaïlande
JICA Thailand Office
 167/41, New Petchburi Road, Bangkok 10320, Thailand
 Tél : + (66-2)-251-1655

Timor Leste
JICA Timor-Leste Office
 No.26, Farel Area, Dili, Timor-Leste (CPA No.83, Dili, Timor-Leste)
 Tél : + (670)-3312420

Vietnam
JICA Viet Nam Office
 16th Floor, Office Tower, Daeha Business Center, 360 Kim Ma Street, Ba Dinh District, Hanoi, Viet Nam
 Tél : + (84-4)-8315005

Océanie
Fidji
JICA Fiji Office
 Level 8, Suva Central Building, Corner of Pratt Street and Renwick Road, Suva, FIJI (JICA Private Mail Bag, Suva, FIJI)
 Tél : + (679)-3-302522

Papouasie-Nouvelle-Guinée
JICA Papua New Guinea Office
 1st Floor, Pacific Place Building, Musgrave St., Port Moresby, Papua New Guinea (P.O. Box 1600, Port Moresby, N.C.D., Papua New Guinea)
 Tél : + (675)-321-2677

Samoa
JICA Samoa Office
 Mulival, Apia, Samoa (P.O. Box No. 1625, Apia, Samoa)
 Tél : + (685)-22572

Amérique latine
Argentine
JICA Oficina en Argentina
 Edificio Maipú 1300, Piso 21, C1006ACT Buenos Aires, Argentina
 Tél : + (54-11)-4313-8901

Bolivie
Agencia de Cooperación Internacional del Japon en Bolivia
 Av. Victor Sanjinés No. 2078 Edificio Barcelona Piso 5 La Paz, Bolivia (Cajón Postal No. 11447, La Paz, Bolivia)
 Tél : + (591-2)-2422221

Brésil
Escritório Anexo da Embaixada do Japão JICA Brasil Office
 SCS Quadra 01, Bloco "F", Ed. Camargo Corrêa 12º andar Brasília - DF - Brazil (Caixa Postal 09942, Cep 70.040 - 976 - Brasília - DF - Brazil)
 Tél : + (55-61)-3321-6465

Dominicaine (République)
JICA Oficina en la República Dominicana
 Av. Sarasota No.20, Edificio Torre Empresarial AIRD, Piso 7, La Julia, Santo Domingo, República Dominicana (Apartado Postal No. 1163, Santo Domingo, República Dominicana)
 Tél : + (1-809)-381-0005

Honduras
JICA Oficina en Honduras
 Calle Santa Rosa Colonia Lomas del Mayab, Casa No.1346, Tegucigalpa, M.D.C., Honduras, Central America (Apartado Postal No. 1752, Tegucigalpa, M.D.C., Honduras, Central America)
 Tél : + (504)-232-6727

Mexique
JICA Oficina en México
 Ejército Nacional #904 Piso 17, Col. Palmas Polanco, Mexico, D.F., C.P. 11560
 Tél : + (52-55)-5557-9995

Paraguay
JICA Paraguay Office
 Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del Chaco, Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay (Avenida Mariscal Lopez 3794 Esquina Cruz del Chaco, Edificio Citibank Center Piso 5, Asunción-Paraguay, Casilla de Correo 1121)
 Tél : + (595-21)-688400

Pérou
JICA Oficina en el Peru
 Av. Angamos Oeste 1381, Santa Cruz, Miraflores, Lima, Peru (Apartado Postal 18-0261, Lima 18, Peru)
 Tél : + (51-1)-221-2433

Salvador
Oficina Residente Representativa de JICA
 Calle y Colonia La Mascota No.521-A, San Salvador, El Salvador, C.A. (Apartado Postal No.01-114, San Salvador, El Salvador, C.A.)
 Tél : + (503)-22630940

Moyen-Orient et Maghreb
Afghanistan
JICA Afghanistan Office
 No. 49, Wazir Akhbar Khan Main Street, in front of Wazir Akhbar Khan Mosque, Kabul, Afghanistan (CPO Box. 461, Kabul, Afghanistan)
 Tél : + 873-763-424422 (Inmarsat)

Arabie saoudite
JICA Saudi Arabia Office
 Economic Section, Annex of Japanese Embassy Block No. 55, Amer Ibn Aws Street, Al-Raed District, Riyadh, Saudi Arabia (P.O. Box 90552, Riyadh 11623, Saudi Arabia)
 Tél : + (966-1)-488-2212

Égypte
JICA Egypt Office
 World Trade Center 10th Floor, 1191 Corniche El Nile St., Boutak, Cairo, Egypt (P.O. Box 475, Dokki, Egypt)
 Tél : + (20-2)-5748240

Jordanie
JICA Jordan Office
 Fountain Plaza, Abdel Rahim Haj-Mohammad Street, Sweifeh, Amman, Jordan (P.O. Box 926355, Amman, 11190, Jordan)
 Tél : + (962-6)-5858921

Maroc
Bureau de la JICA au Maroc
 6, Rue Rif, Route des Zaïers, Souissi, Rabat, Maroc
 Tél : + (212-37)-638708

Syrie
JICA Syria Office
 No. 28 Al Mahdi Bin Baraka St., Abou-Roumaneh, Damascus, Syria (P.O. Box 10012, Damascus, Syria)
 Tél : + (963-11)-3339359

Tunisie
Bureau de la JICA en Tunisie
 05, Place Pasteur 1002 Belvédère 1080 Tunis (2e étage) (B.P. 764, 1080, Cedex, Tunis, Tunisie)
 Tél : + (216-71)-786-386

Turquie
JICA Turkey Office
 Ugur Mumcu Cad. 88/6 B Block, Gaziosmanpasa 06700 Ankara, Turkey (P.K. 117 Kavaklıdere 06692, Ankara, Turkey)
 Tél : + (90-312)-447-2530

Palestine
JICA Office in Gaza
 No. 102 Riyad Tower, 136/57 Banaseus St., Al-Rental, Gaza (Adresse postale : Mr. Takeshi Naruse, JICA Office in Tel-Aviv c/o Embassy of Japan, Mail Box 38, Asia House 4th floor, 4 Weizman St., 64239, Tel-Aviv, Israel)
 Tél : + (972-3)-6958291 (Tel-Aviv)

Afrique
Afrique du Sud
JICA South Africa Office
 Lord Charles, Building-B, 1st Floor, CNR Charles and Brooklyn Streets, Menlo Park, Pretoria, South Africa (P.O. Box 14068 Hatfield 0028, Pretoria, Republic of South Africa)
 Tél : + (27-12)-346-4493

Burkina Faso
Bureau de la JICA au Burkina Faso
 Cité Socolob (H.L.M), Petit Paris (Secteur 8), entre l'avenue du Mogho et la rue Gandin, derrière le Service du Contrôle de la Migration, Ouagadougou, Burkina Faso (01 B.P. 1484 Ouagadougou 01, Burkina Faso)
 Tél : + (226-30)-346521

Éthiopie
JICA Ethiopia Office
 Woreda 18, Kebele 36, House No. 676/05, Addis Ababa, Ethiopia (AFINA Building, 67F) (P.O. Box 5384, Addis Ababa, Ethiopia)
 Tél : + (251-11)-5504755

Ghana
JICA Ghana Office
 4th Floor, Millennium Heights Building, 14 Liberation Link, Airport Commercial Area, Accra, Ghana (P.O. Box A.N. 6402, Accra-North, Ghana)
 Tél : + (233-21)-760781

Kenya
JICA Kenya Office
 The Rahimulla Trust Tower 10th and 11th Floors, Upper Hill Rd., Nairobi, Kenya (P.O. Box No. 50572-00200, Nairobi, Kenya)
 Tél : + (254-20)-2724121

Madagascar
Bureau de la JICA à Madagascar
 Prés lot II Y 53 bis, rue Dr. Césaire Rabenoraro, Andrianarivo, Antananarivo 101, Madagascar (B.P. 60120, Antananarivo 101, Madagascar)
 Tél : + (261-20)-2259410

Malawi
JICA Malawi Office
 Pacific House, Area 13, Plot No. 100, City Centre, Lilongwe 3, Malawi (P.O. Box 30321, Capital City, Lilongwe 3, Malawi)
 Tél : + (265-1)-771644

Mozambique
JICA Mozambique Office
 Av. 24 de Julho No. 7, 5º andar, Escritório A, B e F, Maputo, Mozambique (P.O. Box 2650, Maputo, Mozambique)
 Tél : + (258-21)-486357

Niger
Bureau de la JICA au Niger
 No.521, rue des Laes, PL521, quartier Plateau, Commune 1, Niamey, Niger (B.P.10036, Niamey, Niger)
 Tél : + (227-20)-73-55-69

Nigeria
JICA Nigeria Office
 2nd Floor, AP Plaza, Adetokunbo Ademola Crescent, Wuse II, Abuja, Nigeria (P.M.B. 5090 Wuse, Abuja, Nigeria)
 Tél : + (234-9)-523-2869

Ouganda
JICA Uganda Office
 East African Development Bank Building, 4th Floor, Plot No.4, Nile Av., Kampala, Uganda (P.O.Box.12162, Kampala, Uganda)
 Tél : + (256-41)-234326

Sénégal
Bureau de la JICA au Sénégal
 Immeuble ABM - 5e étage, 20, av. Léopold Sédar Senghor, Dakar, Sénégal (B.P. 3323, Dakar, Sénégal)
 Tél : + (221-1)-33-8216919

Tanzanie
JICA Tanzania Office
 3rd Floor, Barclays House 1008/1 Ohio St.,
 Dar es Salaam, Tanzania
 (P.O. Box 9450, Dar es Salaam, Tanzania)
 Tel: + (255-22)-2113727

Zambie
JICA Zambia Office
 Plot No. 11743A, Brentwood Lane, Longacres, Lusaka,
 Zambia
 (P.O. Box 30027, Lusaka 10101, Zambia)
 Tel: + (260-1)-254501

Zimbabwe
JICA Zimbabwe Office
 8th Floor, Intermarket Life Towers,
 77 Jason Moyo Av., Harare, the Republic of Zimbabwe
 (P.O. Box 4060, Harare, Zimbabwe)
 Tel: + (263-4)-252500

Europe
Balkans
JICA Balkan Office
 Business Center USCE, 17th Floor, Bulevar Mihajla
 Popina 6, 11070 Novi Beograd, Serbia
 Tel: + (381-11)-2210-750

France
Bureau de la JICA en France
 8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
 Tél. : + (33-1)-40200421

Amérique du Nord
Etats-Unis
JICA USA Office
 1776 I Street, N.W., Suite No. 895,
 Washington D.C., 20006, U.S.A.
 Tel: + (1-202)-293-2334

Bureaux de la JICA et des JOCV

Asie
Bhoutan
JICA Bhutan Office
 Doybon Lam/Memorial Church, Thimphu,
 Bhutan
 (P.O. Box 217, Thimphu, Bhutan)
 Tel: + (975-2)-322030

Singapour
JICA Singapore Office
 Room 801, RELC Building 30, Orange Grove Road,
 Singapore 258352
 Tel: + (65)-67340706

Tadjikistan
JICA Tajikistan Office
 No. 7 Telman Street, Dushanbe, 734001 Tajikistan
 Tel: + (992-37)-2214432

Océanie
Micronésie (Etats fédérés)
JICA Micronesia Office
 3rd Floor Martin's Building, Kaselelieh St.,
 Kolonia, Pohnpei 96941, The Federated States of Micronesia
 (P.O. Box G, Kolonia Pohnpei 96941,
 The Federated States of Micronesia)
 Tel: + (691)-320-5350

Palau (République)
JICA Palau Office
 George Ngirarsaol Commercial Building,
 Koror, Palau 96940
 (P.O. Box 6047, Koror, Republic of Palau 96940)
 Tel: + (680)-488-5373

Salomon (iles)
JICA Solomon Islands Office
 1st Floor, Solomons Islands Mutual Center Building, Town
 Ground,
 Mendana Av., Honiara, Solomon Islands
 (P.O. Box 793, Honiara, Solomon Islands)
 Tel: + (677)-24170

Tonga
JICA Tonga Office
 Level 3, National Reserve Bank of Tonga Building,
 Salote Road, Fasi-mae-Afi, Nuku'alofa,
 Kingdom of Tonga
 (P.O. Box 413, Nuku'alofa, Kingdom of Tonga)
 Tel: + (676)-23072

Vanuatu
JICA Vanuatu Office
 Pierre Lamy Street, Port Vila, Vanuatu
 (P.M.B. 9005, Port Vila, Vanuatu)
 Tel: + (678)-23546

Amérique latine
Chili
JICA Chile Office
 Av. Apoquindo 3650, Of. 704,
 Las Condes, Santiago, Chile
 (Casilla 16137, Correo 9, Santiago, Chile)
 Tel: + (56-2)-208-9990

Colombie
JICA Oficina en Colombia
 Carrera 7, No. 73-55, Piso 13, Edificio Ultra Bursátiles,
 Bogotá D.C., Colombia
 (Apartado Aéreo No. 90861, Bogotá, D.C., Colombia)
 Tel: + (57-1)-312-1117

Costa Rica
JICA Costa Rica Office
 Avenida 1 era, calle 39, Barrio Dent, San Pedro,
 Edificio Delfos 3er Piso (100mts Norte de la Agencia
 Subaru),
 San José, Costa Rica A.C.
 (Apartado Postal No. 666-2010, Zapote, San José,
 Costa Rica A.C.)
 Tel: + (506)-225-3114

Dominique
JICA/JOCV Dominica Office
 The Globe, 106 Independence St., Roseau,
 Commonwealth of Dominica, W.I.)
 Tel: + (1-767)-440-3184

Équateur
JICA Ecuador Office
 Av. Amazonas N34-289 entre Atahualpa y Nuñez de Vela,
 Edificio El Dorado, Piso 8, Quito, Ecuador
 (P.O. Box 17-21-01466, Quito, Ecuador)
 Tel: + (593-2)-2248470

Guatemala
JICA Guatemala Office
 Oficina de Voluntarios Japoneses
 18 Calle, 5-56 Zona 10 Guatemala
 Edificio Unicentro 12 Nivel Oficina 1203, Guatemala
 (Oficina de Voluntarios Japoneses, Apartado Postal No. 269-A,
 Guatemala, Guatemala)
 Tel: + (502)-23661919

Jamaïque
JICA/JOCV Jamaica Office
 8th Floor, Island Life Centre 6, St. Lucia
 Av. Kingston 5, Jamaica (W.I.)
 (P.O. Box 8202, C.S.O., Kingston, Jamaica (W.I.))
 Tel: + (1-876)-9294069

Nicaragua
JICA Nicaragua Office
 Otiplaza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631,
 Managua, Nicaragua
 (Otiplaza El Retiro, Edificio, No. 6, Piso 3, Suite 631, P.O.Box
 509, Managua, Nicaragua)
 Tel: + (505)-2707229

Panama
JICA Panama Office
 JICA Oficina en Panamá
 Edificio World Trade Center Panamá, Piso 4,
 Calle 53 E, Urbanización Marbella,
 Ciudad de Panamá, República de Panamá,
 (Apartado 0832-00900 World Trade Center Panamá,
 Panamá, República de Panamá)
 Tel: + (507)-264-9669

Saint-Vincent et les Grenadines
JICA/JOCV Saint Vincent and the Grenadines Office
 Villa Point Indian Bay Saint Vincent and the Grenadines, West
 Indies
 (P.O. Box 2355 Kingstown General Post Office, Saint Vincent
 and the Grenadines)
 Tel: + (1-784)-457-5184

Sainte-Lucie
JICA/JOCV Saint Lucia Office
 23 Brazil Street, 2nd Floor of Kaycees Building,
 Castries, Saint, Lucia, W.I.
 (P.O. Box 1042, Castries, Saint, Lucia, W.I.)
 Tel: + (1-758)-453-6032

Venezuela
JOCV Venezuela Office
 JOCV de Venezuela Edif. Centro Letonia, Piso 10,
 Oficina 101, Av. Principal de La Castellana, La Castellana,
 Caracas, Venezuela
 (Apartado Postal No. 61596, Zona Postal 1060,
 Caracas, Venezuela)
 Tel: + (58-212)-267-9280

Moyen-Orient
Iran
JICA Iran Office
 4th Floor, No. 6, 15th Alley, Ganali St., Tehran, Iran
 (P.O. Box 15175655, Tehran 1517886014, Iran)
 Tel: + (98-21)-8864-8050

Yémen
JICA Yemen Office
 House No. 10, St. No. 27, Off Amman St., Sana'a, the
 Republic
 of Yemen
 (P.O. Box 15087, Sana'a, the Republic of Yemen)
 Tel: + (967-1)-448117

Afrique
Bénin
Bureau de la JICA et des JOCV au Bénin
 Djomchoutin Haie-vive ILOT 628-G, Cotonou, R.P. Bénin
 (01 B.P. 7097, R.P. Bénin)
 Tel: + (229)-21309907

Botswana
JICA/JOCV Botswana Office
 1st Floor, Plots 896/897 Kaunda Road,
 Gaborone, Botswana
 (Private Bag 00369, Gaborone, Botswana)
 Tel: + (267)-3912176

Caméroun
Bureau de la JICA au Caméroun
 923, rue 1828, Bastos-Ekoundou, Yaoundé, Caméroun
 (B.P. 13538, Yaoundé)
 Tel: + (237)-201-3162

Côte d'Ivoire
Bureau de la JICA en Côte d'Ivoire
 No. 73 du bâtiment 112 sis au 7e étage de l'immeuble les
 Harmonies, Bd. Roume au Plateau, Abidjan, Côte d'Ivoire
 Tél. : + (225)-20-22-22-90
 (Adresse postale: c/o Bureau de la JICA au Burkina Faso, 01
 B.P. 1484 Ouagadougou 01,
 Burkina Faso)

Rwanda
Bureau de la JICA au Rwanda
 No. 1117, rue de l'Umuganda Kacyiru, Kigali, Rwanda
 (B.P.6878, Kacyiru, Kigali, Rwanda)
 Tel: + (250)-582589

Europe
Bulgarie
JICA Bulgaria Office
 Interped-WTC Sofia Bldg, Block A, 9th Floor,
 Office 901, 36 Dragan Tsankov Blvd. Sofia 1057, Bulgaria
 Tel: + (359-2)-971-2170

Hongrie
JICA/JOCV Hungary Office
 (Adresse postale: JOCV Hungary Office)
 1075 Budapest, Károlyi Körút 11 7A, Hungary
 Tel: + (36-1)-269-7884

Pologne
JICA/JOCV Poland Office
 Al. Jana Pawla II 18, 1st Floor 00-116, Warszawa, Poland
 Tel: + (48-22)-6370164

Roumanie
JICA/JOCV Romania Office
 Aleea Alexandru 9A, 3rd Floor, Sector 1,
 Bucharest, Romania
 (P.O. Box 67-3, Bucharest, Romania)
 Tel: + (40-21)-231-6723

Bureaux des JOCV

Asie
Maldives
JOCV Maldives Office
 1st Floor, Radhunge-Aage, Neelocafaru Magu Galothu,
 20130 Male, Republic of Maldives
 (P.O. Box 2007, Male, Republic of Maldives)
 Tel: + (960)-332-2049

Océanie
Marshall (iles)
JOCV Marshall Islands Office
 1st Floor, P.I.I. Complex, Delap Village Majuro Atoll,
 MH 96960 Republic of The Marshall Islands (RMI)
 (P.O. Box F, Majuro, MH, 96960 Rep. of The
 Marshall Islands (RMI))
 Tel: + (692)-625-5437

Amérique latine
Belize
JOCV Belize Office
 Apt. 301, Belize Marina Towers, Newton Barracks,
 Belize City, Belize, C.A.
 (P.O. Box 224, Belize, C.A.)
 Tel: + (501-2)-23-4404

Uruguay
JOCV Uruguay Coordinator Office
 Oficina de Voluntarios Senior de JICA en Uruguay,
 Bulevar General Artigas 417, Of.601,
 Montevideo, Uruguay
 (Casilla de Correo 330, Montevideo, Uruguay)
 Tel: + (598-2)-712-2723

Afrique
Djibouti
Bureau des JOCV à Djibouti
 Rue de Kampala, Ilot du Héron, B.P. 2627, Djibouti,
 République de Djibouti
 (B.P. 2627, Djibouti, République de Djibouti)
 Tel: + (253)-250251

Gabon
Bureau des JOCV au Gabon
 Quartier Louis, boulevard Joseph, 4e rue, Libreville, Gabon
 (B.P. 456 Libreville, Gabon)
 Tel: + (241)-44-33-45

Namibie
JOCV Namibia Office
 17 Liliencron St., Eros Windhoek, Namibia
 (Private Bag 12047, Ausspannplatz, Windhoek, Namibia)
 Tel: + (264)-61-301236

Bureaux régionaux

Amérique latine
Brazil
São Paulo Branch Office
 (Escritorio Anexo do Consulado Geral do Japao em São Paulo)
 Av. Paulista 37-1º Andar, Conj II Paraisópolis, São Paulo-S.P.
 Brasil, CEP. 01311-902
 Tel: + (55-11)-3251-2655

Europe
JICA U.K. Branch Office
 72 Hammer Smith Road, London W14 8TH, U.K.
 Tel: + (44-20)-7533-6560

Bureaux d'appui régional

JICA Regional Support Office for Asia
 Même adresse que le bureau de la JICA en Thaïlande

JICA Regional Support Office for Oceania
 Même adresse que le bureau de la JICA aux Fidji

JICA Regional Support Office for Central America and the Caribbean
 Même adresse que le bureau de la JICA au Mexique

JICA Regional Support Office for Eastern and Southern Africa
 The Rahimulla Tower 17th Floor, Upper Hill Road, Nairobi,
 Kenya
 Même boîte postale que le bureau de la JICA au Kenya
 Tel: + (254)-202724152

Bureau d'appui régional de la JICA pour l'Afrique centrale et occidentale
 Même adresse que le bureau de la JICA au Sénégal

JICA Regional Support Office in South Africa
 Même adresse que le bureau de la JICA en Afrique du Sud

Aperçu des antennes de la JICA au Japon

Le tableau ci-dessous contient des informations détaillées sur les antennes de la JICA au Japon, dont les centres internationaux, les centres de formation et les bureaux régionaux.

Nom	Adresse	Année d'ouverture	Capacité (personnes)	Public concerné	Préfectures couvertes
Institut de coopération internationale	10-5 Ichigaya Honmura-cho, Shinjuku-ku, Tokyo 162-8433 Tél. : + (81-3)-3269-2911	1983	70	Participants à des formations techniques	—
Centre de Hiroo (JICA Global Plaza)	2-24 Hiroo 4-chome, Shibuya-ku, Tokyo 150-0012 Tél. : + (81-3)-3400-7717	1968	46	JOCV, etc.	Tokyo, Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi*1
Centre international de Sapporo	4-25 Minami, Hondori 16-chome, Shiroishi-ku, Sapporo City, Hokkaido 003-0026 Tél. : + (81-11)-866-8333	1995	97	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Sud, Nord)
Centre international d'Obihiro	1-2 Nishi 20-jo Minami 6-chome, Obihiro City, Hokkaido 080-2470 Tél. : + (81-155)-35-1210	1995	48	Participants à des formations techniques	Hokkaido (Est)
Centre international de Tsukuba	3-6 Koyadai, Tsukuba City, Ibaraki Prefecture 305-0074 Tél. : + (81-29)-838-1111	1996*	195	Participants à des formations techniques	Ibaraki
Centre international de Tokyo	49-5 Nishihara 2-chome, Shibuya-ku, Tokyo 151-0066 Tél. : + (81-3)-3485-7051	1985	446	Participants à des formations techniques	Tokyo (23 arrondissements), Tochigi, Gunma, Saitama, Chiba, Niigata, Yamanashi*2
Centre international de Yokohama	3-1 Shinko 2-chome, Naka-ku, Yokohama City, Kanagawa Prefecture 231-0001 Tél. : + (81-45)-663-3251	2002	108	Participants à des formations techniques, volontaires seniors auprès des communautés japonaises à l'étranger, participants d'ascendance japonaise à des formations techniques	Kanagawa
Centre international du Chubu	2-73 Kamenoi, Meito-ku, Nagoya City, Aichi Prefecture 465-0094 Tél. : + (81-52)-702-1391	1971	86	Participants à des formations techniques	Shizuoka, Aichi, Gifu, Mie
Centre international d'Osaka	25-1 Nishitoyokawa-cho, Ibaraki City, Osaka Prefecture 567-0058 Tél. : + (81-72)-641-6900	1994	290	Participants à des formations techniques	Shiga, Kyoto, Nara, Osaka, Wakayama
Centre international du Hyogo	5-2 Wakihama Kaigandori 1-chome, Chuo-ku, Kobe City, Hyogo Prefecture 651-0073 Tél. : + (81-78)-261-0341	2002	96	Participants à des formations techniques	Hyogo
Centre international du Chugoku	3-1 Kagamiyama 3-chome, Higashi Hiroshima City, Hiroshima Prefecture 739-0046 Tél. : + (81-824)-21-6300	1997	48	Participants à des formations techniques	Okayama, Hiroshima, Shimane, Tottori, Yamaguchi
Centre international du Kyushu	2-1 Hirano 2-chome, Yahata Higashi-ku, Kitakyushu City, Fukuoka Prefecture 805-8505 Tél. : + (81-93)-671-6311	1989	145	Participants à des formations techniques	Kyushu (les 7 préfectures)
Centre international d'Okinawa	1143-1 Aza Maeda, Urasoe City, Okinawa Prefecture 901-2552 Tél. : + (81-98)-876-6000	1985	128	Participants à des formations techniques	Okinawa
Centre de formation de Nihonmatsu	4-2 Aza Nagasaka, Nagata, Nihonmatsu City, Fukushima Prefecture 964-8558 Tél. : + (81-243)-24-3200	1994	204	JOCV, participants à des formations techniques	Fukushima
Centre de formation de Komagane	15 Akaho, Komagane City, Nagano Prefecture 399-4117 Tél. : + (81-265)-82-6151	1979	238	JOCV	Nagano
Bureau régional du Tohoku	15F Sendai Daiichi Seimei Tower Bldg, 6-1 Ichiban-cho 4-chome, Aoba-ku, Sendai City, Miyagi Prefecture 980-0811 Tél. : + (81-22)-223-5151	—	—	—	Aomori, Iwate, Miyagi, Akita, Yamagata
Bureau régional du Hokuriku	4F Rifare (Office Tower), 5-2 Honmachi 1-chome, Kanazawa City, Ishikawa Prefecture 920-0853 Tél. : + (81-76)-233-5931	—	—	—	Toyama, Fukui, Ishikawa
Bureau régional du Shikoku	13F 114 Bldg, 5-1 Kamei-cho, Takamatsu City, Kagawa Prefecture 760-0050 Tél. : + (81-87)-833-0901	—	—	—	Shikoku (les 4 préfectures)

* Année de réforme de l'organisation

*1 Le Centre de Hiroo est un espace d'information du public sur la participation à la coopération internationale.

*2 Le Centre international de Tokyo est un centre de formation technique.

Actualité de la coopération internationale durant l'exercice 2006

Événements dans le monde

Événements au Japon

Actualité de la JICA

2006

Avril

- Démission du premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra (4 avril)
- La révolte populaire contraint le roi à rétablir le Parlement au Népal.

Mai

- Offensive du crime organisé contre des postes de police au Brésil (12-15 mai)
- Détérioration de la sécurité publique au Timor-Leste : l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Malaisie et le Portugal envoient des forces de sécurité.
- Séisme dans la région centre de Java, en Indonésie (27 mai)

Juin

- L'Italie remporte la coupe du Monde FIFA 2006 de football en Allemagne.
- Sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (15 juin)
- Inondations et glissements de terrain dans la province indonésienne de Sulawesi du Sud (20 juin)
- Incursion de troupes israéliennes dans la bande de Gaza (28 juin)

Juillet

- La Corée du Nord procède à des essais de missiles balistiques. (4 juillet)
- Entrée des troupes israéliennes au Liban-Sud, affrontement avec la milice armée du Hezbollah (12 juillet)
- Sommet du G8 à Saint-Petersbourg (15-17 juillet)
- Séisme et tsunami dans la province indonésienne de Java-Ouest (18 juillet)

Août

- Conférence internationale sur le sida à Toronto (13-18 août)

Septembre

- Assemblées annuelles 2006 du FMI et de la Banque mondiale à Singapour (19-20 septembre)
- Réunion du G7 des ministres des Finances et gouverneurs des banques centrales à Singapour (16 septembre)
- Coup d'État en Thaïlande (19 septembre)

Octobre

- La Corée du Nord procède à des essais nucléaires souterrains. (9 octobre)
- Le prix Nobel de la Paix est attribué au professeur Muhammad Yunus, fondateur de la Grameen Bank. (13 octobre)
- Ban Ki-moon, ministre des Affaires étrangères de la République de Corée est élu secrétaire général de l'ONU.

Novembre

- 14^e sommet de l'APEC à Hanoï (18-19 novembre)

Décembre

- XV^e Jeux asiatiques à Doha
- Coup d'État aux Fidji (5 décembre)
- Investiture du président de la République démocratique du Congo, Joseph Kabila, premier chef d'État démocratiquement élu au suffrage universel direct en RDC (6 décembre)
- Mort d'Augusto Pinochet, ancien président du Chili (10 décembre)
- Les pourparlers à six reprennent après 13 mois d'interruption. (18 décembre)
- Exécution de l'ancien président de l'Irak Saddam Hussein (30 décembre)

Avril

- Visite officielle du premier ministre Junichiro Koizumi en Éthiopie, au Ghana et en Suède (29 avril-5 mai)

Mai

- Première réunion du Conseil de coopération économique avec l'étranger (8 mai)
- Adoption de lois relatives à la réforme administrative (28 mai)
- Quatrième forum au sommet Japon-îles du Pacifique (26-27 mai)
- Réunion annuelle « Tidewater » à Kyoto, sous l'égide de l'OCDE (27-28 mai)
- Conférence ABCDE (Annual Bank Conference on Development Economics) de la Banque mondiale à Tokyo (29-30 mai)

Juin

- Accident mortel d'ascenseur de marque Schindler (3 juin), suivi de révélation de multiples défaillances sur ces appareils.
- Arrestation de Yoshiaki Murakami, créateur et gérant du fonds d'investissement Murakami (5 juin)
- Premier arrêt rendu dans le procès opposant des Japonais ayant jadis émigré vers la République dominicaine au gouvernement japonais (7 juin)
- Visite officielle du premier ministre Junichiro Koizumi au Canada et aux États-Unis (28-30 juin)

Juillet

- Retrait des forces d'autodéfense japonaises d'Irak (7 juillet)
- Visite officielle du premier ministre Junichiro Koizumi dans plusieurs pays du Moyen-Orient (11-14 juillet)

Août

- Visite officielle du ministre des Affaires étrangères Tarō Aso en Irak, afin de promouvoir l'aide à la reconstruction dans ce pays (3 août)
- Visite officielle du premier ministre Junichiro Koizumi en Mongolie (10-11 août)
- Visite officielle du premier ministre Junichiro Koizumi au Kazakhstan et en Ouzbékistan (28-31 août)

Septembre

- Ouverture du procès de Takafumi Horie, l'ancien PDG du portail Internet Livedoor (4 septembre)
- La princesse Kiko, épouse du prince Akishino, donne naissance à son troisième enfant. (6 septembre)
- Visite officielle en Finlande et participation du premier ministre japonais Junichiro Koizumi au dialogue Asie-Europe (7-12 septembre)
- Investiture du premier ministre Shinzo Abe et de son gouvernement (27 septembre)

Octobre

- Visite officielle du premier ministre Shinzo Abe en République de Corée et en Chine (8-9 octobre)
- Visite officielle du prince Akishino au Paraguay, dans le cadre du 70^e anniversaire de l'émigration japonaise vers ce pays (30 octobre-7 novembre)
- Il est rendu public que de nombreuses matières obligatoires ne sont pas enseignées dans nombre d'établissements secondaires.

Novembre

- Promulgation de la loi révisée sur la JICA (8 novembre)

Décembre

- Onze anciens juristes du Parti libéral démocrate (PLD) opposés à la loi sur la privatisation de la poste sont autorisés à réintégrer leur formation. (4 décembre)
- Poussées épidémiques dues aux norovirus

Avril

- Aide humanitaire d'urgence à l'Irak suite au séisme du 30 mars (6 avril)
- Cérémonie d'ouverture de la JICA Global Plaza au Centre de Hiroo (15 avril)

Mai

- Visite de la présidente Sadako Ogata en Égypte (17-25 mai)
- Évacuation d'urgence au Timor-Leste (26 mai)
- Envoi d'une équipe de secours en cas de catastrophe (JDR) suite au séisme dans la région centre de Java, en Indonésie.

Envoi d'une équipe préparatoire (28 mai)

Envoi d'une équipe médicale (29 mai)

- La présidente Sadako Ogata rencontre Paul Wolfowitz, président de la Banque mondiale (28 mai)

Juin

- Envoi d'une équipe d'évaluation des besoins de reconstruction post-séisme dans la région centre de Java, en Indonésie (5 juin)
- Aide humanitaire d'urgence suite aux inondations et glissements de terrain dans la province indonésienne de Sulawesi du Sud (25 juin)

Juillet

- Voyage de la présidente Sadako Ogata en République démocratique du Congo, au Rwanda et en Tanzanie (17-29 juillet)
- Aide humanitaire d'urgence suite au séisme et au tsunami dans la province indonésienne de Java-Ouest (20 juillet)

Août

- La JICA, la JBIC, le ministère des Affaires étrangères, le ministère de la Santé, du travail et du bien-être social organisent un stand conjoint lors de la XVI^e conférence internationale sur le sida. (13-18 août)

Septembre

- La présidente Sadako Ogata rencontre Olusegun Obasanjo, président du Nigeria, en visite au Japon. (15 septembre)
- La présidente Sadako Ogata se rend sur l'île de Mindanao, aux Philippines. (17-21 septembre)
- Dans le cadre du 70^e anniversaire de l'émigration japonaise vers le Paraguay, le prince Akishino visite le musée de l'Émigration japonaise, abrité dans le Centre international de la JICA à Yokohama. (25 septembre)

Octobre

- Ouverture d'un bureau de la JICA dans les Balkans (1^{er} octobre)
- Les JDR poursuivent un entraînement intensif dans la préfecture de Hyogo, un an après l'envoi d'une équipe de secours d'urgence au Pakistan suite au séisme (2-6 octobre)
- Un représentant de la JICA est nommé directeur du département du Développement socioéconomique de l'Équipe internationale de surveillance (EIS) à Mindanao. (18 octobre)

Novembre

- La présidente Sadako Ogata rencontre le ministre des Affaires étrangères du Soudan en visite au Japon. (6 novembre)
- La présidente Sadako Ogata reçoit le Woodrow Wilson Award aux États-Unis. (10 novembre)

Décembre

- Signature d'un accord global de partenariat entre la JICA et l'Université de Tsukuba (1^{er} décembre)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le chanteur Bono du groupe U2, en tournée au Japon. (1^{er} décembre)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le haut commissaire des Nations unies pour les réfugiés (UNHCR) Antonio Guterres, en visite au Japon. (4 décembre)
- La présidente Sadako Ogata rencontre l'administrateur du PNUD Kemal Dervis, en visite au Japon. (5 décembre)
- 20^e anniversaire de l'envoi de JOCV en Chine (18 décembre)
- La présidente Sadako Ogata rencontre le roi Abdullah II de Jordanie, en visite officielle au Japon. (21 décembre)

2007

Janvier

- Inondations au Sri Lanka (12 janvier)
- Ouverture du deuxième sommet de l'Asie de l'Est, à Cebu, aux Philippines (15 janvier)

Janvier

- Visite officielle du premier ministre Shinzo Abe dans quatre pays d'Europe (9 janvier)
- Scandale pour non respect de règles techniques en matière de conception architecturale impliquant la chaîne hôtelière APA

Mars

- Pourparlers à quatre (Japon, Israël, Palestine et Jordanie) visant à créer « un corridor de la paix et de la prospérité » et à préparer la troisième conférence pour la paix et la restauration de la confiance entre Israël et la Palestine (14 mars)
- Organisation d'un séminaire sur la réconciliation nationale en Irak à Tokyo et Hiroshima (26-28 mars)

Janvier

- Aide humanitaire d'urgence au Sri Lanka suite aux inondations (17 janvier)

Février

- Célébration à New Delhi du 40^e anniversaire des projets de coopération de la JICA en Inde (9 janvier)
- Signature d'un accord global de partenariat entre la JICA et l'Université d'Osaka (16 février)

Mars

- Visite de la présidente Sadako Ogata en Inde (7-19 mars)
- Le système de mise en œuvre accélérée des projets est adopté en République démocratique du Congo.
- Reprise de l'envoi de JOCV au Pérou (27 mars)

Dossier

Partie 1

Partie 2

Partie 3

Partie 4

Références

Aperçu des antennes de la JICA au Japon
Actualité de la coopération internationale durant l'exercice 2006

Terminologie de l'aide au développement et de la JICA

A

● Afrique subsaharienne

Région située au sud du désert du Sahara et regroupant 47 des 53 pays du continent africain.

● Aide alimentaire (KR)

Ce programme de coopération financière non remboursable a été lancé par le Japon suite à la Convention relative à l'aide alimentaire (CAA) de 1986. Aux termes de la CAA, l'engagement annuel minimum du Japon se monte à un total de 300 000 tonnes d'équivalent blé. Selon cette méthode de conversion, l'aide alimentaire du Japon est fournie sous la forme de dons en espèces devant servir à l'achat de produits alimentaires pour ou par le pays bénéficiaire. Les produits éligibles en tant qu'aide alimentaire sont les céréales, les légumineuses, l'huile comestible, les tubercules comestibles, la poudre de lait écrémé, le sucre, les semences de produits éligibles, et les produits qui entrent dans le régime alimentaire traditionnel des groupes vulnérables ou qui entrent dans des programmes de compléments nutritionnels conformes aux termes de la CAA.

● Aide bilatérale

Classification de l'APD se rapportant à l'aide mise en œuvre entre un pays industrialisé et un pays en développement. Flexible et précise, elle offre aussi l'avantage de renforcer les relations d'amitié entre les deux parties, du fait de l'effet direct des politiques d'aide et des réalisations du donateur sur le bénéficiaire.

● Aide financière non remboursable hors projet pour l'ajustement structurel

Appui sous forme de dons à des programmes de réformes économiques ou des plans de développement global dans un secteur spécifique. L'aide est appelée « hors projet » car elle n'est pas destinée à financer la réalisation de projets comme la construction d'installations ou la fourniture de secours en cas de catastrophe.

● Aide financière non remboursable pour les microprojets contribuant à la sécurité humaine au niveau local

Soutien financier aux microprojets inéligibles à une aide traditionnelle sous forme de dons. Le programme est exécuté par les représentations diplomatiques japonaises à la demande des gouvernements locaux et organisations non gouvernementales (ONG) des pays en développement.

● Aide multilatérale

Catégorie d'APD sous forme de contributions financières à la Banque mondiale et à des organisations internationales. Elle offre, d'une part, l'accès à un savoir spécialisé, à une vaste expérience et aux réseaux d'aide des organisations internationales et, de l'autre, le maintien d'une neutralité politique. L'aide multilatérale permet ainsi de porter assistance aux réfugiés et de lutter contre les problèmes d'environnement à l'échelle mondiale, enjeux auxquels l'aide bilatérale peut difficilement répondre. Elle s'avère par ailleurs efficace lorsque les informations sur les bénéficiaires et les modalités de l'aide sont insuffisantes.

● Aide sous forme de prêts

Emprunt public sur une base bilatérale assorti d'une longue période de remboursement et d'un faible taux d'intérêt. Au Japon, la Banque japonaise pour la coopération internationale

(JBIC) propose des prêts financés par l'aide publique au développement du Japon, appelés « prêts en yens ».

● Approche-programme

Méthode d'aide combinant d'une manière organique des projets connexes au sein d'un groupe.

● Appropriation

Efforts d'auto-assistance d'un pays en développement. Les concepts de base de la nouvelle stratégie de développement du CAD sont l'« appropriation » (efforts d'auto-assistance des pays en développement) et le « partenariat » (liens avec les pays industrialisés en appui à l'appropriation).

● Association internationale de développement (AID)

Appelée également « Deuxième Banque mondiale ». La Banque mondiale et la Société financière internationale (SFI) étant des institutions financières qui fonctionnent sur un mode semi-commercial, il est apparu alors nécessaire de créer une institution apte à fournir aux pays en développement une aide aux conditions plus souples. Ainsi, l'AID a été créée en septembre 1960. En juin 2005, elle comptait 165 États membres. Les prêts ne sont accordés qu'aux pays membres.

● Autonomisation/habilitation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

B

● Banque japonaise pour la coopération internationale (Japan Bank for International Cooperation ou JBIC)

Institution publique spéciale formée en octobre 1999 par la fusion de la Banque d'import-export du Japon (JEXIM) et du Fonds japonais de coopération économique outre-mer (OECF), la JBIC est aujourd'hui une institution administrative indépendante. Elle soutient les exportations, le financement des investissements et d'autres activités financières internationales, consent des prêts en yens et d'autres aides économiques aux pays en développement.

● Bonne gouvernance

Le concept de « bonne gouvernance » appliqué aux politiques et aux administrations publiques désigne l'exigence d'efficacité et d'efficacité, de transparence, de primauté du droit, de dialogue avec la société civile et de réduction des dépenses militaires abusives. Dans le cadre de son APD, le Japon considère que le développement en harmonie avec l'environnement et la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain (BEEH) constituent les leviers d'une coopération axée sur la bonne gouvernance.

C

● Centre Japon

Dispositif destiné à soutenir les efforts de réforme de la transition vers l'économie de marché dans les pays ex-socialistes de la Communauté des États indépendants (CEI), tels que le Kazakhstan et les États VCL (Vietnam, Cambodge et Laos). Le Centre Japon abrite diverses activités de coopération technique et culturelle du Japon axées sur l'envoi d'experts, le développement des ressources humaines par des stages de

formation, des cours de japonais et d'introduction à la culture japonaise.

● Comité d'aide au développement (CAD)

Relevant de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) et créé en 1961, le CAD est chargé de diffuser l'information sur l'aide, d'ajuster les politiques d'aide et d'examiner la mise en œuvre de l'aide par les États membres et de leurs politiques dans ce domaine. Il adresse également des recommandations aux États membres si nécessaire. En 2005, le CAD comptait parmi ses membres 22 pays industrialisés et l'UE.

● Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD)

Conférence organisée en 1993 à Tokyo par le gouvernement du Japon pour discuter du développement de l'Afrique avec la participation de pays africains, de pays donateurs, d'organisations internationales et d'ONG. La deuxième conférence (TICAD II) a eu lieu en 1998, suivie en 2003 de la TICAD III. La quatrième conférence (TICAD IV) est prévue en 2008.

● Conseil et dépistage volontaire anonyme (CDVA)

Des services de dépistage du VIH/sida et de conseil avant et après les tests sont disponibles à titre volontaire et non obligatoire. Les conseils sont groupés avec les tests : les sujets séropositifs reçoivent des informations sur les traitements à suivre et les sujets séronégatifs bénéficient de recommandations censées leur permettre d'échapper à la contamination.

● Conseiller en formulation de projets

Conseiller envoyé par la JICA dans un pays en développement en vue de réunir des documents et des informations, de procéder à des échanges de vues avec les personnes compétentes, dans le but de formuler des projets de coopération efficaces et adaptés à la situation réelle dans le pays.

● Conseiller senior

Expert mandaté par la JICA dans le cadre d'activités de coopération technique. S'ils sont conseillers de haut niveau, chefs de projets ou experts à l'étranger, au Japon, ils conduisent et conseillent divers types de recherches, forment les futurs experts et encadrent les participants étrangers à des formations techniques.

● Construction (ou consolidation) de la paix

Cycle d'opérations formant le processus global de restauration de la paix dans une zone de conflits, dont les composantes sont la prévention des conflits, l'aide humanitaire d'urgence, le redressement et la reconstruction, la prévention de la reprise des conflits et la promotion à grande échelle du développement.

● Coopération Sud-Sud

Expansion économique des pays en développement par la coopération régionale. Stratégie de l'aide basée sur le constat d'une disparité croissante entre les pays en développement qui remet en cause l'idée longtemps prédominante d'un développement indissociable de l'aide financière et technique des pays industrialisés. Le transfert en particulier par les pays du Nord de technologies à forte intensité de capital et de connaissances est souvent inadapté aux besoins de technologie à forte intensité de main-d'œuvre dans les pays du Sud. Depuis la fin des années 1970, la coopération entre les pays en développement baptisée « coopération Sud-Sud » est soutenue par les organisations internationales, au nombre desquelles la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

● Coopération ultérieure

Complément d'aide sous forme de fourniture d'équipements et d'envoi d'experts après achèvement d'un projet. Un soutien à la création et à la gestion d'associations d'anciens stagiaires de la JICA et l'envoi de matériels de référence sont également assurés postérieurement aux programmes de formation technique et d'invitation de jeunes adultes.

● Coordination de l'aide

Pour une utilisation plus efficace des ressources d'aide, les donateurs coordonnent leurs modalités de coopération et assurent l'adéquation entre l'assistance fournie et les stratégies de développement du pays partenaire.

D

● Dépenses locales

Dépenses afférentes à la mise en œuvre et à la gestion d'un projet à la charge du pays partenaire. Elles couvrent l'achat de terrain, les dépenses de personnel — homologues et membres du projet —, le transport intérieur d'équipements et de matériels, et les charges renouvelables (administration, entretien des bâtiments, équipements et matériels, dépenses de personnel).

● Développement centré sur l'être humain

Approche de la coopération économique centrée sur la vie de l'être humain, le bien-être et le bonheur de l'individu. L'importance du « développement de la personne humaine » a été reconnue dès la fin des années 1980. La déclaration adoptée lors du sommet mondial des Nations unies pour le développement social en 1995, énonce que « la personne humaine sera placée au centre du développement et les économies orientées de façon à mieux satisfaire les besoins des populations » et précise que la coopération économique doit viser un « développement centré sur l'être humain ».

● Développement des capacités

Processus par lequel un pays en développement met en valeur ses propres capacités, afin de résoudre ses problèmes de développement. À la différence du renforcement des capacités, dont l'objectif consiste à consolider les capacités de l'extérieur, le développement fait référence au processus endogène de création, de renforcement et de maintien des capacités d'un pays en développement.

● Développement durable

Stratégie de développement qui reconnaît la nécessité de protéger l'environnement et de préserver les ressources en prenant en compte les besoins des générations futures.

● Développement participatif

L'intérêt pour la stratégie de développement participatif ne faiblit pas depuis la fin des années 1980. Selon ce concept, l'efficacité et la durabilité de l'aide au développement sont renforcées lorsque la population locale bénéficiaire de la coopération peut participer au processus de prise de décisions et assurer ainsi une répartition plus équitable de l'aide.

● Diversité biologique (Convention sur la)

Convention assurant la protection systématique de la diversité biologique et encourageant une utilisation durable des ressources naturelles pour éviter la disparition d'autres espèces vivantes dans une perspective mondiale. Cette convention couvre donc trois niveaux de diversité : l'habitat, l'espèce et le matériel génétique.

● Donateur

Pays ou organisation qui fournit de l'aide, par opposition à « bénéficiaire », qui désigne le pays en développement qui reçoit l'aide.

E

● Éducation non formelle

Activités pédagogiques organisées en dehors du système scolaire. L'éducation non formelle ne se limite pas à l'enseignement de l'arithmétique et à l'alphabétisation, elle comprend également la formation professionnelle élémentaire et l'éducation à la santé et l'hygiène.

● Élément de libéralité

Indice de libéralité des conditions d'octroi de l'aide. Plus les conditions d'un prêt (taux d'intérêt, période de remboursement, différé d'amortissement) sont avantageuses, plus l'élément de libéralité est important. Un don, ou un apport de coopération financière non remboursable, est une subvention à 100 %.

● Enjeux de portée mondiale

Enjeux d'envergure planétaire, tels que l'environnement, la population, le VIH/sida et la drogue, et auxquels seule la coopération internationale peut apporter une réponse.

● Étude de faisabilité

La faisabilité d'un projet dont la priorité est soulignée dans une étude de développement ou une politique est évaluée d'une manière objective afin de formuler un plan optimal de mise en œuvre dudit projet.

● Étude de formulation de projets

Lors de la mise en place de la coopération, les relations entre les autres organismes d'aide ont parfois besoin d'être précisées, particulièrement au sujet des plans de développement et des domaines de coopération du pays partenaire, de l'impact de l'aide, de son influence sur l'environnement et la société, et de sa durabilité. La JICA réalise alors des études de formulation de projets, afin de bien définir la situation et de procéder aux ajustements éventuels. Des missions d'étude sont envoyées en vue de discussions avec le gouvernement partenaire et les organismes connexes, et la JICA appuie si nécessaire la formulation des requêtes.

● Étude du plan de base

Les études du plan de base réalisées par la JICA permettent au gouvernement japonais d'estimer entre autres la pertinence et le contenu d'un projet de coopération financière non remboursable. Elles visent à déterminer le potentiel de réussite du projet et à concevoir le processus optimum de réalisation. Leur champ d'étude englobe le plan de base, les coûts de construction, la méthodologie opérationnelle, les options alternatives, la faisabilité économique et technique, les questions de financement et les procédures administratives.

● Expert de pays tiers

En vue de soutenir la coopération Sud-Sud, un expert originaire d'un pays en développement est envoyé par la JICA dans un autre pays en développement dont l'environnement, les normes technologiques, la culture et la langue sont similaires et garantissent ainsi un transfert de technologie mieux adapté et plus efficace entre les deux pays.

F

● Fonds pour les agriculteurs défavorisés (KR2)

Soutien financier aux programmes d'augmentation de la production alimentaire des pays en développement dans le cadre de leurs efforts pour atteindre l'autosuffisance. Appelée « Aide à l'augmentation de la production alimentaire » jusqu'à l'exercice 2004, elle se traduit par des dons d'engrais, de produits agrochimiques et de matériel agricole.

● Formation dans les pays en développement

Programme de formation de la JICA destiné à promouvoir le transfert et la dissémination des compétences dans des pays en développement par l'intermédiaire de ressources humaines locales formées au Japon. D'anciens participants à des stages de coopération technique deviennent à leur tour formateurs pour que la technologie apprise du Japon soit diffusée et implantée dans leur pays en fonction des conditions locales.

● Formation pour les pays tiers

Programme de formation de la JICA qui permet à un pays en développement de transmettre les compétences acquises du Japon à d'autres pays de la région. Selon ce concept, le Japon est le « premier pays », le pays en développement bénéficiaire d'un transfert de technologie du Japon est le « deuxième pays » et le pays voisin accueilli en formation dans ce cadre est le « pays tiers ».

G

● Genre

Différenciation entre les sexes fondée sur des concepts sociaux plutôt que sur la biologie.

● Gestion du cycle du projet

Méthode de gestion participative s'appuyant sur un graphique sommaire appelé matrice de conception du projet et destiné à contrôler toutes les phases du processus, depuis la planification, le suivi, jusqu'à l'évaluation – auxquels participent les parties prenantes – en passant par la mise en œuvre du projet.

H

● Habilitation/autonomisation

Avec l'acquisition et l'exercice d'une conscience individuelle, de capacités de prise de décisions autonomes et du pouvoir économique, social, juridique et politique, la faculté de prendre des décisions en toute indépendance contribue à gommer les inégalités sociales.

● Homologues

Personnel local de contrepartie qui travaille avec des experts de la JICA et des volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV) chargés d'apporter une assistance technique dans un pays en développement et qui bénéficie dans ce contexte d'une formation sous forme de transfert de technologie.

I

● Indicateur du développement humain (IDH)

Indicateur permettant d'évaluer le degré de développement d'un pays à partir de trois indices reflétant les réalisations du pays en termes de longévité, d'éducation et de niveau de vie, qui sont des aspects essentiels du processus de développement. Le Programme des Nations unies pour le développement préconise le recours à cet indicateur prenant en compte trois aspects mesurés à travers le PIB par habitant en parité de pouvoir d'achat après transformation logarithmique, l'espérance de vie à la naissance, le taux d'alphabétisation des adultes et le taux de scolarisation.

● Infrastructure

Il s'agit de formes diverses d'activités économiques fondamentales également appelées « ressources sociales ». L'infrastructure se décline suivant deux grandes catégories : d'une part, l'infrastructure économique, telle que l'énergie, les routes, les ports, les cours d'eau, les communications, les bases de l'agriculture, les chemins de fer et les aéroports, et, d'autre

part, l'infrastructure sociale, autrement dit l'hygiène publique, l'éducation, le logement ou l'alimentation en eau et l'assainissement.

● Intrants

Fonds, ressources humaines, technologies, matériels, équipements, etc. utilisés pour le développement dans les pays en développement.

J

● JICA-Net

Coopération internationale en réseau proposant des téléconférences et des formations en ligne à des pays et des régions qui utilisent des technologies de l'information et de la communication (TIC), telles que les matériels multimédia de conférence en circuit fermé et Internet.

L

● Liste du CAD

Liste établie par le CAD, elle recense les pays et régions bénéficiaires sur lesquels portent les statistiques du CAD et comporte deux parties. La partie I comprend les pays en développement et la partie II ceux qui ont atteint un niveau de développement relativement avancé, comme certains pays d'Europe centrale et orientale ou de l'ancienne Union soviétique et Singapour.

M

● Matrice de conception du projet

Graphique sommaire utilisé pour la gestion du cycle du projet, elle indique l'objectif d'ensemble, la finalité du projet, les résultats, les activités, les indicateurs objectivement vérifiables, les moyens de vérification, les principales hypothèses, les conditions préalables et les ressources disponibles (intrants).

● Mécanisme de développement propre (MDP)

Ce mécanisme permet à un pays industrialisé de mettre en œuvre un projet environnemental réduisant les émissions de gaz à effet de serre (GES) dans un pays en développement, en contrepartie de crédits d'émission qu'il peut utiliser pour atteindre ses propres objectifs d'émission. C'est l'un des « mécanismes » prévus par le protocole de Kyoto.

● Mercado Común del Sur (Mercosur)

Marché commun qui associe depuis 1991 l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay. Le Venezuela est devenu membre permanent en juillet 2006. Le Mercosur compte également cinq membres associés, que sont la Colombie, l'Équateur, le Pérou, la Bolivie et le Chili.

N

● Nation émancipée de l'aide

Pays en développement ayant atteint un niveau lui permettant de poursuivre et d'intensifier son progrès économique sans requérir l'aide de pays industrialisés. L'un des critères de reconnaissance d'un pays « émancipé de l'aide » est le produit national brut (PNB) par habitant.

● Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD)

Vision du développement de l'Afrique présentée par l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en 2001, elle traduit la volonté de ce continent de faire le bilan de sa dépendance par rapport à l'aide et d'œuvrer à son développement de sa propre initiative.

● Nouvelle stratégie de développement du CAD

Stratégie à long terme d'aide au développement préconisée dans le rapport adopté en mai 1996 par le CAD intitulé « Le rôle de la coopération pour le développement à l'aube du XXI^e siècle ». Le Japon a joué un rôle de premier plan dans la formulation de cette stratégie qui propose un « nouveau partenariat mondial » pour la réalisation d'objectifs de développement communs par un partage des responsabilités entre pays en développement et nations industrialisées. Les objectifs de développement sont regroupés en trois catégories - le bien-être économique, le développement social, la durabilité et la régénération de l'environnement. Parmi les objectifs plus spécifiques à atteindre figurent la réduction du pourcentage d'habitants vivant dans l'extrême pauvreté, l'accès généralisé à l'éducation primaire dans tous les pays et la diminution des taux de mortalité infantile et maternelle.

O

● Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD)

La déclaration adoptée lors du sommet du Millénaire des Nations unies en 2000, énonce les huit objectifs du Millénaire pour le développement à atteindre d'ici à 2015 : (1) éliminer l'extrême pauvreté et la faim ; (2) assurer une éducation primaire pour tous ; (3) promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ; (4) réduire la mortalité des enfants de moins de cinq ans ; (5) améliorer la santé maternelle ; (6) combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ; (7) assurer un environnement durable et (8) mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

● Obligation de rendre des comptes

Responsabilité d'expliquer clairement et de justifier devant les citoyens japonais et la population du pays partenaire, le contenu, le financement et les raisons motivant les décisions de programmes et d'activités de coopération internationale et d'aide au développement.

● Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE)

Organisation internationale fondée en 1961 ayant pour objectif de promouvoir la croissance économique, l'aide aux pays en développement et l'expansion du commerce mondial. En 2005, l'OCDE comptait 30 pays membres.

P

● Paquet de mesures de coopération (coopération intégrée)

Fondé sur une approche globale des objectifs de développement dans des secteurs spécifiques prioritaires de l'aide, ce système associe diverses formes de coopération technique et d'aide sous forme de dons, notamment l'accueil de participants à des formations techniques, l'envoi d'experts et de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (JOCV).

● Pauvreté

Les définitions varient suivant les pays et organismes donateurs ; toutefois, la pauvreté est généralement définie par rapport au revenu annuel par habitant inférieur au minimum nécessaire pour la subsistance quotidienne (Banque mondiale) et en termes de qualité de vie et de facteurs sociaux autres que le revenu (PNUD). Les personnes qui répondent à cette définition forment la « population vivant sous le seuil de pauvreté ».

● Pays les moins avancés (PMA)

Établie sur la base du niveau de revenu des pays en développement, cette classification est utilisée par les Nations unies pour désigner les pays les moins avancés dans leur développement.

● Pays pauvres très endettés (PPTE)

Pays définis comme les plus pauvres et les plus lourdement endettés par le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale en 1996. En chiffres de 1993, PNB par habitant de moins de 695 USD, avec une dette cumulée en valeur actualisée nette (VAN) d'au moins 2,2 fois le niveau des exportations ou au moins 80 % du PNB. Au mois de mars 2002, on recensait 42 PPTE.

● Politique à moyen terme de l'APD

Présentation des politiques à moyen terme, du concept de base et des questions prioritaires liés à l'APD du Japon. Elle s'appuie dans sa formulation sur la Charte de l'APD, qui est le document fondateur des politiques en matière d'APD. La politique à moyen terme de l'APD a été revue en 2005 pour faire écho à la révision de la Charte de l'APD intervenue en 2003.

● Programme de partenariat

Programme d'aide en faveur d'un pays tiers réalisé conjointement et dans des conditions égales par le Japon et un pays en développement, dont la croissance économique résulte d'apports antérieurs d'aide.

● Programme sectoriel

Dans le cadre de ce programme, les contributions individuelles des donateurs sont regroupées par secteur de façon à coordonner les efforts de ces derniers avec les pays en développement. Il s'agit d'une approche efficace de l'aide qui permet de prendre en compte un secteur dans son intégralité.

● Protocole de Kyoto

Traité spécifiant des objectifs chiffrés précis aux émissions des gaz à effet de serre (GES) dans les pays industrialisés, ainsi que des mécanismes pour les atteindre (« mécanismes de Kyoto », tels les mécanismes de développement propre et d'échange de droits d'émission). Il a été adopté en 1997 lors de la troisième session de la Conférence des parties à la convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques. La phase d'application du dispositif concerne la période 2008-2012.

R

● Réadaptation à base communautaire (RBC)

Approche du développement régional destinée à soutenir l'auto-prise en charge et la participation active des personnes handicapées, de leurs familles et des membres de la communauté dans les pays en développement où la réadaptation dans des centres spécialisés implantés en milieu urbain n'est pas réalisable. Le but est de construire une société où vivre bien est possible avec ou sans handicap.

● Renforcement des capacités

Processus qui consiste à améliorer la capacité (compétence, performance et gouvernance) du bénéficiaire en matière de mise en œuvre et de gestion du renforcement institutionnel, autrement dit le processus par lequel les gouvernements des pays en développement acquièrent leur autonomie.

● Riz NERICA

Nouvelle variété hybride de riz obtenue à partir de croisement entre les riz africain et asiatique et qui présente des caractéristiques des deux souches parentes. Il devrait contribuer à assurer la sécurité alimentaire de l'Afrique, région dont l'environnement est hostile. NERICA est la forme abrégée de « New Rice for Africa » ou « nouveau riz pour l'Afrique ».

S

● Santé génésique

État de santé dans lequel toutes les fonctions et les processus actifs du système de l'appareil génital ne sont limités par aucune

affection ou aucun trouble et sont entretenus d'une manière satisfaisante à la fois sur le plan physique, mental et social.

● Sécurité humaine

Concept utilisé en 1994 par le Programme des Nations unies pour le Développement (PNUD) dans son *Rapport sur le développement humain*. La notion de sécurité humaine s'applique à la personne libérée de la crainte de la faim, la maladie, et la répression liée à la race ou à des croyances. Le PNUD a classé les menaces qui pèsent sur la sécurité humaine en sept rubriques : alimentaire, sanitaire, environnementale, personnelle, communautaire, politique et économique.

● Société basée sur le recyclage

Société qui s'efforce d'avoir le moins d'incidences possibles sur son environnement et dans laquelle l'utilisation efficace et le recyclage des matières, tout au long du cycle allant de leur production à leur élimination, contribue à maîtriser la consommation des ressources naturelles.

● Soins de santé primaires

Soins de santé de base facilement accessibles à la population d'une région donnée.

● Soutien politique et institutionnel

Divers types de soutien en rapport avec les compétences techniques nécessaires pour créer les conditions de mise en place d'une économie de marché et de systèmes associés opérationnels, ainsi que de développement des ressources humaines participant au processus de transition graduelle vers l'économie de marché et la démocratisation. En pratique, cela suppose d'organiser des séminaires sur la démocratisation pour présenter, entre autres, les systèmes juridiques, administratifs et parlementaires du Japon en précisant leur historique, leur état actuel et les expériences accumulées ; l'accueil de participants à des formations dans le domaine de la gestion d'une économie de marché et de la gestion administrative ; la fourniture de conseils sur la politique à mener par l'envoi de missions d'experts.

● Système de mise en œuvre accélérée

Ce système permet à la JICA d'activer la réalisation de projets visant à résoudre les problèmes urgents, comme l'aide à la reconstruction après une catastrophe et la consolidation de la paix. Les systèmes existants sont adoptés avec souplesse et les procédures d'exécution rationalisées.

T

● Transfert de technologie

Grâce à l'enseignement et à la formation, des organisations et des individus transfèrent des compétences particulières à d'autres organisations et individus afin d'assurer l'assimilation et la diffusion de la technologie ainsi transmise. Dans le cas de la coopération internationale, le transfert est généralement réalisé par un pays ou une entreprise possédant les techniques perfectionnées de production et de gestion nécessaires au développement d'un pays en développement.

Sources

- Agence japonaise de coopération internationale, *Kokusai Kyoryoku Yogyo Daisanpan (Glossaire des termes de la coopération internationale, troisième édition)*, International Development Journal Co. Ltd.
- Site web du ministère japonais des Affaires étrangères
- Documents de l'Agence japonaise de coopération internationale et site web de la JICA

Bibliographie de l'APD (établie par la JICA)

■ Études thématiques et sectorielles

Développement des capacités et activités de la JICA

- *Strengthening of Mathematics and Science in Secondary Education (SMASSE) Project in Kenya* (2007)
- *Comprehensive Study on Family Planning and Women in Development Projects in Jordan* (2006)
- *A Study of the Effectiveness and Problems of JICA's Technical Cooperation from a Capacity Development Perspective* (2006)
- *Summary: Towards Capacity Development (CD) of Developing Countries Based on their Ownership – Concept of CD, its Definition and its Application in JICA Projects –* (2006)
- *Capacity Development Handbook for JICA Staff: For Improving the Effectiveness and Sustainability of JICA's Assistance* (2004)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)

Stratégie de l'aide

- *A New Dimension of Infrastructure* (2004)
- *Progress with Public-Private Partnership Projects in Developing Countries* (2005)
- *The OECD/DAC's New Development Strategy: Report of the Issue-wise Study Committee for Japan's Official Development Assistance* (Vol. 1: Overview; Vol. 2: Sectoral Studies; Vol. 3: Country Studies) (1998)

Gouvernance

- *Roads to Democracy and Governance* (2003)
- *Government Decentralization Reforms in Developing Countries* (2001)
- *Participatory Development and Good Governance: Report of the Aid Study Committee* (1998)

Consolidation de la paix

- *The Promotion of Reconciliation and Peacebuilding Process through Development Aid Programmes in Timor-Leste* (2005)
- *Peace-Building and the Process of Disarmament, Demobilization, and Reintegration: The Experiences of Mozambique and Sierra Leone* (2004)
- *Research Study on Peacebuilding* (Executive Summary) (2002)

Réduction de la pauvreté

- *International Labor Migration and its Effect on Poverty Reduction Critical Review on the Current Literature* (2006)
 - *Poverty Reduction and Human Security* (2005)
 - *Articles of PRSP and Aid Coordination* (2004)
 - *Approaches for Systematic Planning of Development Projects (Poverty Reduction)* (2004)
 - *Rethinking Poverty Reduction: PRSP and JICA* (2001)
- ### Efficacité de l'aide/évaluation
- *Participatory Evaluation and International Cooperation* (2001)
 - *The Impact Analysis of Technical Assistance on Human Resources Development: Ubon Institute for Skill Development (UBISD) in Thailand* (1999)

Gestion de l'eau et des catastrophes

- *The Study on Development Assistance in Water Sectors: Response to Water Problems in Developing Countries* (Summary: Issues and Proposals) (2002)

Environnement

- *Separate Volume of the Report, Study on JICA's Future Assistance for the CDM – How Can JICA confront the CDM?* – (2005)
- *Supporting Capacity Development in Solid Waste Management in Developing Countries –Towards Improving the Solid Waste Management Capacity of an Entire Society–* (2005)
- *Development Assistance for the Environment* (Summary) (2001)
- *The Second Study on Development Assistance for the Environment* (Summary) (2001)

Santé/Planning familial/Sécurité sociale

- *User Fees Policy and Equitable Access to Health Care Services in Low- and Middle-Income Countries—with the Case of Madagascar* (2006)

- *Aging Population in Asia: Experience of Japan, Thailand and China* (2007)
 - *Facing up to the Problem of Population Aging in Developing Countries: New Perspectives for Assistance and Cooperation* (2006)
 - *Japan's Experiences in Public Health and Medical Systems* (2005)
 - *Development of Japan's Social Security System –An Evaluation and Implications for Developing Countries–* (2004).
 - *Second Study on International Cooperation for Population and Development –New Insights from the Japanese Experience–(Executive Summary)* (2003)
 - *Socio-Epidemiological Study on HIV-Related Behaviour among Young People in Mauritius* (2003)
 - *A Study of the Effectiveness of the Integrated Management of Childhood Illness (IMCI) Program Developed by WHO and UNICEF as a Key Strategy of Child Survival in Developing Countries* (2002)
 - *Study on Okinawa's Development Experience in Public Health and Medical Sector* (2000)
 - *The Study on the Participation of Japanese Disabled People in International Cooperation Programs* (1997)
- ### Éducation
- *Post-Conflict Reconstruction of Education and Peace Building: Lessons from Okinawa's Experience* (2006)
 - *The History of Japan's Educational Development* (2004)

Développement économique et infrastructures

- *ICT Policy Reform and Rural Communications Infrastructure –Bridging Digital Divide through Private Sector Development* (2005)
- *A New Dimension of Infrastructure < Includes « Transportation » and « ICT » >* (2004)
- *Information Revolution in Development Assistance* (Executive Summary) (2001)
- *Support Mechanisms for SMEs and Subcontracting in Indonesia* (2001)

Approches pour la planification systématique des projets de développement

- *Approaches for Systematic Planning of Development Projects: Transportation* (2007)
- – id. – *Urban and Rural Development* (2006)
- – id. – *Water Resources* (2005)
- – id. – *Agricultural and Rural Development* (2005)
- – id. – *Reproductive Health* (2004)
- – id. – *Higher Education* (2004)
- – id. – *Trade and Investment Promotion* (2004)
- – id. – *Poverty Reduction* (2004)
- – id. – *Information and Communication Technology* (2004)
- – id. – *Basic Education* (2002)
- – id. – *Rural Development* (2002)
- – id. – *Anti-HIV/AIDS Measures* (2002)
- – id. – *Promotion of Small and Medium Enterprises* (2002)

■ Études de l'aide par pays et par région

Remarques : tous les rapports sont rédigés en japonais ; ceux qui sont disponibles en anglais, en espagnol ou en portugais sont signalés respectivement par un (E), un (S) ou un (P).

Asie de l'Est

- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the People's Republic of China* (1999)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to Mongolia* (1997)

Asie du Sud-Est

- *A Report from the Study Group on Assistance to the Southeast Asian Region – Regional Integration and Development Aid –* (2007)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Thailand* (2003) (E)
- *JICA Country Study for Japan's ODA: The Kingdom of Cambodia* (2002)

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Indonesia* (Summary) (2000)
- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of the Philippines* (1999)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Lao People's Democratic Republic* (1998)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Socialist Republic of Viet Nam* (1995) (E)

Asie du Sud-Ouest

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Islamic Republic of Pakistan* (2003) (E)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Kingdom of Nepal* (2003) (E)
- *The Second Country Study for Japan's Official Development Assistance to India* (1995)

Amérique latine

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Bolivia* (2004) (E) (S)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Federative Republic of Brazil* (2002) (E) (P)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Cuba* (2002) (E) (S)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Peru* (1998)

Moyen-Orient

- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Hashemite Kingdom of Jordan* (1996)

Afrique

- *The Study on Japan's Official Development Assistance to Southern African Countries* (2000)
- *Country Study for Japan's Official Development Assistance to the United Republic of Tanzania* (1997)
- *Étude par pays de l'aide publique au développement du Japon à la République du Sénégal* (1995)
- *The Country Study for Japan's Official Development Assistance to the Republic of Ghana* (1995)

Europe

- *Regional Study for Japan's Official Development Assistance to Central and Eastern Europe* (2003) (E)

■ Comptes rendus de séminaires

- *IFC Seminar on Ageing Developing Countries and International Cooperation* (2006)
- *International Symposium on Capacity Development and Aid Effectiveness* (2003)
- *Capacity Development and JICA's Activities* (2003)
- *Policy and Strategies on Tuberculosis Control* (2002)
- *JICA International Symposium on «The Roles of ODA and NGOs in Supporting and Strengthening Democratic Institutions in Developing Countries»* (2001)

■ Périodiques

- *Technology and Development* (1988-2007)

■ Informations générales sur les pays et les projets

- Site web de la JICA : <http://www.jica.go.jp/english/index.html>

Remarque : consultation des publications et des documents ci-dessus ainsi que d'autres rapports sur le site web de la JICA ou à la Bibliothèque de la JICA située dans l'Institut de coopération internationale (Ichigaya, Shinjuku-ku, Tokyo).

Note pour les utilisateurs du CD-ROM

Le CD-ROM intitulé « Japan International Cooperation Agency, Annual Report 2007, Statistical Appendix » inclus dans le présent *Rapport annuel* contient les statistiques de la JICA pour l'exercice 2006 et les données cumulées pour les exercices précédents, sous l'ancien et le nouveau statut de la JICA.

1 Présentation du CD-ROM

Le CD-ROM contient les éléments suivants :

- Readme.txt *1
- Data (Folder) *2*3

*1 Le suffixe « .txt » indique qu'il s'agit d'un fichier texte.

*2 Les statistiques de la JICA pour l'exercice 2006 figurent dans le dossier « Data ».

*3 Le fichier « ann2007fe.pdf » contient la liste des projets mis en œuvre au cours de l'exercice 2006. Pour le lire, vous devez disposer

du logiciel Adobe Reader.

Le CD-ROM est une application auto-exécutable faisant appel à l'outil de développement FileMaker Developer Tool (éléments logiciels : ©1984-2007 FileMaker, Inc., Tous droits réservés).

Le dossier « Data » contient de multiples fichiers. Tous ces fichiers sont nécessaires pour lire le CD-ROM. Avant d'utiliser les données, copier l'ensemble des fichiers et dossiers du CD-ROM sur le disque dur.

Pour plus d'informations, lire le fichier « Readme.txt » sur les données et leur utilisation.

★ Pour une simulation, ouvrir l'application « Menu EXE » et cliquer sur le bouton « Help » dans « Main Menu »

2 Configuration requise

Ce CD-ROM est hybride (HFS, ISO 9660 Level 1) et peut être utilisé sur PC (Windows) et Macintosh.

Suivant le système dont vous disposez, la configuration est la suivante :

Windows

- PC 486/33 doté d'un processeur Intel
- 128 Mo de mémoire vive (RAM)
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Windows 2000 ou une version ultérieure, avec Internet Explorer 5.0 ou une version ultérieure

Remarque : si l'application ne fonctionne pas avec un compte utilisateur sous Windows 2000 ou Windows XP, réessayer avec un compte administrateur.

Macintosh

- Power Macintosh ou Mac OS avec un processeur PPC 601 ou plus
- 128 Mo de mémoire vive (RAM) au minimum
- Disque dur disposant au moins de 60 Mo d'espace libre
- Lecteur de CD-ROM
- Système 8.1 ou version ultérieure

Remarque : compatible avec Mac OS X

3 Exécution des fonctions « Application » et « Search »

Windows / Macintosh

Double-cliquer sur « Menu EXE » dans le fichier « Data » pour afficher le menu principal. Pour plus d'informations sur la manière d'effectuer une recherche, consulter le menu « Help ». Lire également le fichier « Readme.txt ».

4 Droits d'auteur

- 1) Les données figurant sur le CD-ROM sont déposées par l'Agence japonaise de coopération internationale.
- 2) Microsoft, Microsoft Windows et le système d'exploitation Windows sont des marques de commerce enregistrées ou déposées par Microsoft Corporation aux États-Unis et/ou dans d'autres pays.
- 3) Apple, Macintosh, Mac, Mac OS et Power Mac sont des marques déposées de Apple Computer, Inc., Tous droits réservés.
- 4) Le logo du dossier de fichiers est une marque déposée de FileMaker, Inc. et FileMaker est une marque enregistrée de FileMaker, Inc.
- 5) Tous les autres noms de produits ou de marques sont déposés ou enregistrés par les sociétés correspondantes.

L'Agence japonaise de coopération internationale et FileMaker, Inc. déclinent toute responsabilité concernant la validité et la fonctionnalité du logiciel et des données contenues sur ce CD-ROM, et pour tout dommage pouvant résulter de son utilisation.

La reproduction du logiciel et/ou des données figurant sur ce CD-ROM est interdite sans autorisation préalable.

Note pour l'interprétation des « Statistical Data » (données statistiques) du CD-ROM

■ Critères pour l'agrégation des données et pour le calcul des statistiques

- 1) Les données des tableaux s'appuient sur les critères statistiques de la JICA.
- 2) Les résultats concernent la période comprise entre le 1^{er} avril 1952 et le 31 mars 2007.
- 3) L'année fiscale japonaise court du 1^{er} avril au 31 mars.
- 4) Les noms des pays employés dans le CD-ROM sont ceux utilisés par la JICA.
- 5) Le choix des domaines, au nombre de 20, est régi par les critères statistiques de la JICA.
- 6) Les données sont réparties en six zones géographiques : « Asia » Asie, « Middle East » Moyen-Orient et Maghreb, « Africa » Afrique, « North America and Latin America » Amérique du Nord et Amérique latine, « Oceania » Océanie, et « Europe ».

Remarques :

- a. Depuis l'exercice 1999, la zone « Europe » n'intègre plus les huit pays d'Asie centrale et de Transcaucasie transférés dans la zone « Asia ». Aussi, selon l'exercice, les résultats de ces pays figurent dans l'une ou l'autre de ces deux régions.
 - b. La zone « Middle East » s'étend à l'ouest de l'Afghanistan et au nord du Sahara qui délimite la zone « Africa ».
- 7) Les programmes de la JICA sont classés en 26 catégories. (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of technical cooperation experts » envoi d'experts de la coopération technique, (c) « Development studies projects » études de développement, (d) « Provision of technical cooperation equipment » fourniture d'équipements pour la coopération technique, (e) « Project-type technical cooperation » coopération technique de projet-type, (f) « Welfare of experts » bien-être des experts, (g) « Aid-personnel recruitment and training » recrutement et formation de personnel de coopération, (h) « Development cooperation » coopération pour le développement, (i) « Dispatch of Japan Overseas Cooperation Volunteers » envoi de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger, (j) « Grant Aid Projects » projets de coopération financière non remboursable, (k) « Emigration Program » programme d'émigration, (l) « Youth Invitation Program » programme d'invitation de jeunes adultes, (m) « Disaster relief activities » secours en cas de catastrophe, (n) « Program formulation » formulation de programmes, (o) « Follow-up activities » activités de suivi, (p) « Technical cooperation projects » projets de coopération technique, (q) « Public participation based cooperation » coopération axée sur la participation du public, (r) « Project/Program evaluation » évaluation de projets et de programmes, (s) « Overseas development study » études de développement à l'étranger, (t) « Natural resource development study » études sur le développement des ressources naturelles, (u) « Overseas agricultural development study » études sur le développement du secteur agricole à l'étranger (v) « Non-grant technical cooperation » coopération technique à la charge du pays bénéficiaire, (w) « Expenses for operation support » dépenses pour le soutien aux opérations, (x) « Expenses for domestic offices » dépenses pour les antennes au Japon, (y) « Expenses for overseas offices » dépenses pour les bureaux de représentation à l'étranger, (z) « Overseas education for science education » études à l'étranger pour l'enseignement des sciences.
 - 8) Les programmes sont regroupés selon huit types d'activité : (a) « Acceptance of technical training participants » accueil de participants à une formation technique, (b) « Dispatch of experts » envoi d'experts, (c) « Dispatch of study teams » envoi de missions d'étude, (d) « Dispatch of JOCV » envoi de JOCV, (e) « Dispatch of other volunteers » envoi d'autres volontaires, (f) « Provision of equipment » fourniture d'équipements, (g) « Emigration service » service d'émigration, et (h) « Others » autres.
 - 9) Le nombre total de participants aux programmes est la somme des participants de chaque exercice depuis le début du programme de coopération. Les résultats par exercice totalisent du 1^{er} avril au 31 mars, le nombre de stagiaires accueillis au Japon (« New participants » nouveaux participants), d'experts nouvellement affectés (« New experts » nouveaux experts), de membres de missions d'étude envoyés à l'étranger (« New

- study team members » nouveaux membres de missions d'étude), de volontaires japonais pour la coopération à l'étranger (« New members of JOCV » nouveaux JOCV) et de personnes nouvellement émigrées (« New Japanese emigrants » nouveaux émigrés japonais). Suivant ce principe, le nombre de personnes travaillant à l'étranger ou séjournant au Japon plusieurs années consécutives (par exemple, l'exercice donné, le suivant et le prochain) est seulement comptabilisé au titre de l'année du départ à l'étranger ou de l'arrivée au Japon (l'exercice donné), et n'entre donc pas dans les calculs des autres années, par exemple l'exercice suivant ou le prochain.
- 10) Les résultats pour l'exercice 2006 intègrent le nombre de personnes arrivées au Japon ou envoyées à l'étranger entre le 1^{er} avril et le 31 mars, et celles poursuivant les activités démarrées durant l'exercice précédent (à l'exclusion des émigrés).
- 11) Les dépenses relatives à l'envoi de missions d'étude dans plusieurs pays figurent dans la colonne « Unclassified » (non classé) depuis l'exercice 1954, excepté toutefois entre l'exercice 1974 et l'exercice 1993, période durant laquelle elles étaient divisées par le nombre de pays concernés et ajoutées aux résultats par pays.
- 12) Les dépenses se rapportant à la formation au Japon de stagiaires étrangers à la demande d'organisations internationales ont été affectées aux résultats des pays en développement bénéficiaires entre l'exercice 1952 et l'exercice 1979, puis incorporées dans la colonne « International organizations » (organisations internationales).
- 13) Suite à un examen réalisé durant l'exercice 1987, la ventilation des résultats relatifs aux îles du Pacifique territoire des États-Unis et à l'île de Yap a été ainsi modifiée :
 - a. L'ensemble des résultats antérieurs à l'exercice 1981, notamment le nombre de personnes et les dépenses pour les îles du Pacifique territoire américain ont été incorporés dans les données concernant les îles Mariannes, les îles Marshall et les États fédérés de Micronésie.
 - b. Les résultats relatifs à l'île de Yap sont distincts avant l'exercice 1964, ensuite ils sont englobés dans les données concernant les États fédérés de Micronésie.

■ Résultats par pays

- 1) Les résultats par pays sont répartis par programme et par secteur.
- 2) Les résultats des programmes de coopération intrarégionale sont indiqués dans la colonne « Unclassified » (non classé), alors que la dénomination « Unclassified international » (non classé international) fait référence aux résultats des programmes de coopération réalisés dans plusieurs régions.
- 3) Les noms de contractants chargés des études de développement et des projets de coopération financière non remboursable ne sont pas mentionnés si le contrat est attribué par des agences autres que la JICA (y compris les gouvernements d'autres pays) pour des raisons particulières dont la nature du budget.

■ Abréviations

E/N « Exchange of Notes » (EN, Échange de notes)

Peut être défini comme une sorte de traité dans son acception la plus répandue. Il consiste en un échange de notes verbales entre au moins deux pays ou organisations internationales. Le contenu du programme d'aide est spécifié dans les notes élaborées par les autorités du pays donateur et du pays en développement bénéficiaire. Par l'échange de notes, les deux gouvernements s'engagent à s'acquitter de leurs obligations respectives en vue d'assurer la bonne exécution d'un projet de coopération financière non remboursable.

R/D « Record of Discussions » (PVD, Procès-verbal des discussions)

Le PVD est rédigé par la JICA et l'organisme partenaire du pays en développement, avant le démarrage d'un projet de coopération technique. Ce document définit le contenu du projet de coopération. Il est signé par un représentant de chacune des deux parties intervenant dans le projet.

**Agence japonaise de coopération
internationale**
Rapport annuel 2007

Impression Pierre Trollé Imprimerie
Septembre 2008

Traduction Claude Checconi et Sabine Sirat

Sous la direction du Bureau de la JICA en France
8, rue Sainte-Anne, 75001 Paris, France
Tél : + (33) (01)-40 20 04 21

<http://www.jica.go.jp/france/french/index.html>

© Agence japonaise de coopération internationale, 2007



Japan International Cooperation Agency
Annual Report 2007 Statistical Appendix

compact disc
DIGITAL AUDIO

© Japan International
Cooperation Agency, 2007

JICA



Agence japonaise de coopération internationale

<http://www.jica.go.jp/>